

MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN AUX 3 LOTS (CCAP)

L'Acheteur

Ministère chargé des transports -
Direction Interdépartementale des Routes Est

Représenté par

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Est

Objet de l'accord-cadre

Prestation de travaux d'entretien des chaussées des routes de la
DIR Est - Périmètre SREI-FC

Marché sur appel d'offres ouvert, passé en application des articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2124-1 et R. 2124-2. du Code de la Commande Publique (CCP) et sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande tel que défini aux articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du CCP.

Dans la suite du présent document le "Maître d'ouvrage (MOA)" est l'acheteur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.

Dans la suite du présent document le terme CCAG se rapporte au CCAG Travaux.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Table des matières

1) Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales.....	7
1.1) Objet du marché.....	7
1.2) Obligation de confidentialité.....	8
1.3) RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	9
2) Quantité – Montant.....	9
3) Prix – Révision des prix.....	10
3.1) Prix.....	10
3.1.1) Nature des prix.....	10
3.1.2) Contenu des prix.....	10
3.2) Révision des prix.....	11
3.2.1) Choix des index de références.....	11
3.2.2) Modalités de révision des prix.....	12
3.3) Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives	12
4) Décomposition en tranches et lots.....	13
5) Pièces constitutives du marché.....	16
6) Sous-traitance.....	16
7) Maîtrise d'œuvre.....	17
8) Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)	18
.....	
9) Formes des notifications.....	18
10) Interventions urgentes.....	19
11) Dispositions générales.....	19
11.1) Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	19
11.2) Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	20
11.3) Responsabilités et Assurances.....	21
Responsabilités.....	21
Assurances de responsabilité civile de droit commun.....	21
Assurance décennale.....	22
11.4) Dispositions communes.....	22
11.5) Clauses sociales et environnementales.....	22
11.5.1) Clauses sociales.....	22
11.5.2) Clauses environnementales.....	22
11.6) Autres dispositions générales.....	23

12) Engagement des soumissionnaires.....	23
13) Le calcul des décomptes et des acomptes.....	23
14) Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires.....	25
14.1) Modalités de transmission des pièces de paiement.....	25
14.2) Modalités de paiement.....	26
15) Approvisionnements.....	26
16) Répartition des dépenses communes de chantier.....	26
17) Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	26
18) Modalités particulières de paiement.....	27
19) Prolongation des délais d'exécution.....	27
20) Pénalités.....	27
20.1) Pénalités pour retard d'exécution.....	27
20.2) Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations des levés de réserves...	29
20.3) Pénalités pour non réalisation des travaux commandés.....	29
20.4) Pénalités pour retard et/ou non remise de documents.....	29
20.5) Remise du PAQ.....	30
20.5.1) Transmission des études de formulations de niveau 4.....	30
20.5.2) Non remise du PRE.....	31
20.5.3) Journal de chantier.....	31
20.5.4) Transmission du bilan des travaux.....	32
20.5.5) Transmission des données du Système d'Acquisition de Données (SAD) de fabrication.....	32
20.5.6) Remise d'un PPSPS.....	32
20.5.7) Remise des bons de livraison.....	32
20.6) Pénalités pour imperfections techniques.....	32
20.6.1) Formule d'enrobé de niveau 4 : Non atteinte des seuils de fatigue définis par les normes.....	35
20.6.2) Pénalités pour non respect des fuseaux granulométriques.....	36
20.6.3) Pénalités en cas de détection de présence d'amiante dans les enrobés mis en œuvre.....	37
20.6.4) Pénalités pour non respect de la teneur en liant.....	37
20.6.5) Pénalités pour non mise en œuvre d'émulsion modifiée au SBS (Styrène-Butadiène-Styrène) réticulé.....	37
20.6.6) Pénalité pour mauvais collage des couches.....	38
20.6.7) Pénalités pour non respect des épaisseurs.....	38
20.6.8) Pénalités pour non respect du pourcentage de vides.....	39
20.6.9) Pénalités pour défaut d'uni longitudinal.....	39
20.6.10) En cas de non-conformité de la macrotexture.....	41

20.7)	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	42
20.7.1)	Retard de repliement et de remise en état des lieux.....	42
20.7.2)	Pollution des cours d'eau.....	42
20.7.3)	Voies publiques non nettoyées.....	43
20.7.4)	Non-respect des dispositions spécifiques pour la gestion des terres contaminées par des Espèces Végétales Exotiques Envahissantes (EEV).....	43
20.8)	Rendez-vous de chantier.....	43
20.9)	Autres pénalités diverses.....	43
20.9.1)	Non-respect des règles d'hygiène et sécurité.....	43
20.9.2)	Signalisation des chantiers.....	44
20.9.3)	Non-respect du PAQ.....	44
20.9.4)	Clauses sociales.....	44
20.9.5)	Non-respect des données à caractère personnel.....	44
20.9.6)	Non -respect des clauses de confidentialité.....	44
21)	Clauses de financement et de sûreté.....	45
21.1)	Retenue de garantie.....	45
21.2)	Avances.....	45
22)	Caractéristiques, qualité contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	46
22.1)	Matériaux et produits.....	46
22.2)	Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	46
23)	Réalisation des travaux à proximité des réseaux et implantation des ouvrages.....	47
23.1)	Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	47
23.2)	Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	48
23.3)	Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	48
	Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.....	48
23.4)	Piquetage général.....	48
23.5)	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	48
23.6)	Travaux à proximité de réseaux aériens.....	49
24)	Préparation, coordination et exécution des travaux.....	49
24.1)	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	49
24.2)	Études d'exécution des ouvrages.....	51
24.3)	Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	51
24.4)	Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	51
24.4.1)	Installation des chantiers de l'entreprise.....	51
24.4.2)	Lieux de dépôt des déblais en excédent.....	52
24.4.3)	Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	52
	Le titulaire du marché devra produire un PPSPS.....	52
24.4.4)	Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique.....	53
24.4.5)	Activité du chantier la nuit.....	55

24.4.6)	Circulation des engins et véhicules de chantier.....	56
24.4.7)	Stationnement des engins et des véhicules de chantier.....	56
24.4.8)	Interruption de chantier.....	57
24.4.9)	Maintien des communications et de l'écoulement des eaux.....	57
24.4.10)	Démolition de constructions.....	57
24.4.11)	Emploi d'explosifs- engins explosifs de guerre.....	57
24.4.12)	Dégradations causées aux voies publiques.....	57
24.4.13)	Registre de chantier.....	57
25)	Contrôles et réceptions des travaux.....	57
25.1)	Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	57
25.1.1)	Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves.....	57
25.1.2)	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	58
25.2)	Réception des ouvrages.....	58
25.2.1)	Réceptions partielles.....	58
25.3)	Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	59
25.4)	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	59
25.5)	Documents fournis après exécution.....	59
25.6)	Délai de garantie.....	59
25.7)	Garanties particulières.....	59
25.7.1)	Nids de poule – Départs en plaques.....	61
25.7.2)	Fissuration - Vieillissement.....	61
25.7.3)	Ornièrage.....	61
25.7.4)	Pollution des enrobés, départs de matériaux très localisé.....	62
26)	Clauses sociales et environnementales.....	62
26.1)	Engagement du titulaire.....	63
26.2)	Publics visés et volume horaire d'insertion à réaliser.....	63
26.3)	Le nombre d'heures d'insertion à réaliser.....	65
26.4)	Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.....	65
26.5)	Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	66
26.6)	Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.....	66
26.7)	Maintien du dispositif d'insertion.....	67
26.8)	Sortie du dispositif d'insertion.....	67
27)	Cession.....	67
28)	Différends.....	68
29)	Résiliation.....	68
30)	Dispositions contractuelles régissant l'émission des bons de commande.....	69
30.1)	Représentant de l'acheteur.....	69
31)	Dispositions relatives aux bons de commandes.....	69
31.1)	Notification des bons de commande.....	69

31.2) Contenu du bon de commande.....	70
32) Dérogations aux documents généraux.....	70

1) Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales

1.1) Objet du marché

Les travaux, objet du présent accord-cadre, relèvent de la catégorie 2 ou 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Les dispositions contractuelles concernent :

Les prestations de travaux d'entretien des chaussées des routes de la DIR Est - Périmètre SREI-FC

*Notamment, la fabrication, le transport et la mise en œuvre des matériaux
(enrobés hydrocarbonés, retrait d'amiante, GNT...) pour assurer l'entretien
préventif et de réhabilitation des chaussées.*

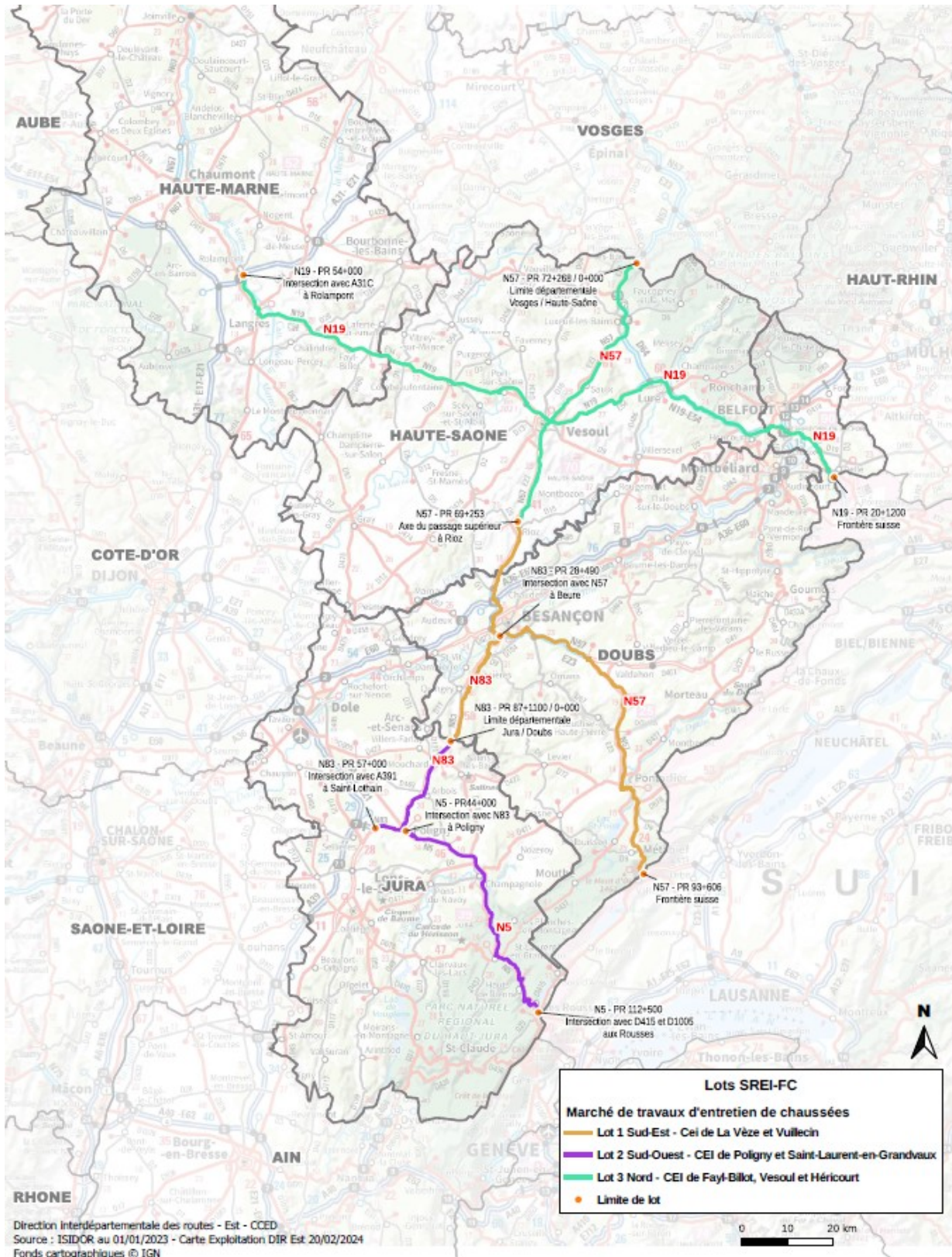
Les lieux d'exécution des travaux sont les suivants :

Réseau routier de la DIR Est – SREI-FC (départements 25, 39, 52, 70 et 90).

Lot 1 - SUD-EST : 25, 70

Lot 2 - SUD-OUEST : 39

Lot 3 - NORD : 52, 70, 90.



1.2) Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion

concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 20.9.6 du présent CCAP.

1.3) RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5.2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles RGPD (Règlement général sur la protection des données) qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

Pour l'application du présent article, le responsable du traitement au sens du règlement européen 2016-679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le non-respect de ces obligations par le titulaire du marché entraîne l'application de pénalités prévue à l'article 20.9.5. du présent CCAP et devient un nouveau cas de résiliation du contrat pour faute.

2) Quantité – Montant

Le DQE de chaque lot mentionne les quantités qui permettent d'apprécier le volume prévisible des prestations à effectuer sur la durée totale de l'accord-cadre.

Ces quantités ne sont mentionnées qu'à titre indicatif et ne revêtent aucun caractère contractuel.

3) Prix – Révision des prix

3.1) Prix

3.1.1) Nature des prix

Les prix seront révisibles selon les dispositions de l'article 3.2 du présent CCAP.

3.1.2) Contenu des prix

Les prix sont hors TVA, ils sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces de l'accord-cadre :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- En tenant compte des sujétions et interruptions que sont susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des travaux et opérations extérieures au présent marché (déplacement de réseaux, signalisation provisoire de chantier, signalisation horizontale, signalisation verticale, joints d'ouvrage...)
- En tenant compte des intempéries et autres phénomènes (poste météorologique de référence : poste indiqué dans le bon de commande ou à défaut le poste le plus proche de la section de travaux) ;
- En tenant compte des contraintes de réalisation des chantiers induites par l'implantation des Interruptions de Terre Plein Central (ITPC) ;
- En tenant compte du piquetage des réseaux (cf articles 23.4 et 23.5 du présent CCAP) ;
- En tenant compte des contraintes de l'article 24 du présent CCAP (Préparation, coordination et exécution des travaux) ;
- En tenant compte du mode d'exploitation fixé par l'exploitant ;
- **Tous les travaux ou prestations engendrés par la gestion des déchets du chantier sont à la charge de l'entreprise titulaire du marché** et notamment tous les frais de chargement, de transport, de déchargement, régilage, y compris les taxes et frais divers pour la prise en charge et le traitement des produits ainsi que le suivi administratif (bordereau de suivi des déchets - BSD) .

Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, le maître de l'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

Les ouvrages ou travaux faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix (BPUF).

Tout prix nouveau de l'accord-cadre est arrêté par le maître d'œuvre et envoyé au titulaire par ordre de service.

Lorsque le titulaire et le représentant acheteur seront d'accord sur ces prix nouveaux, ils feront l'objet d'un avenant et deviendront définitifs, pour toute la durée restante de l'accord-cadre, dans le cas d'une incidence financière du montant du marché.

Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira l'ensemble des sous-détails de prix forfaitaires et des décompositions des prix unitaires.

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre. Les ordres de service sont notifiés par le maître d'œuvre au titulaire, dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

3.2) Révision des prix

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois appelé "mois zéro (M₀)" indiqué en page 1 de l'acte d'engagement et il correspond au mois de la date limite de dépôt des remises des offres.

Les prix supplémentaires proposés par le titulaire et arrêtés par le maître d'œuvre sont valorisés sur la base économique du "mois zéro (M₀)" et non pas sur la base économique du mois de la demande de prix supplémentaires.

3.2.1) Choix des index de références

Les index de référence *I* (publiés sur le site internet de l'INSEE) choisis en raison de leurs structures pour la révision des prix des prestations objet de l'accord-cadre sont :

Index	Désignation
TP08	Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zone rurale et urbaine
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés
TRTP	Transports routiers pour les travaux publics

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Lot	Index	Prix
Lots	TP08	1.1, 1.2, 1.2.1,
n°1		2.1, 2.2, 2.3, 2.4, 2.5, 2.5.1, 2.6, 2.6.1, 2.7, 2.7.1, 2.8,
n°2		2.8.1, 2.9.1, 2.9.2, 2.10, 2.10.1, 2.10.2, 2.10.3, 2.11,
n°3		2.11.1, 2.11.2, 2.11.3, 2.12, 2.12.1, 2.13, 2.13.1, 2.14,
		2.14.1, 2.14.2, 2.14.3, 2.15, 2.15.1, 2.16, 2.16.1, 2.17.1,
		2.17.2, 2.17.3, 2.17.4, 2.17.5, 2.17.6, 2.17.7, 2.18, 2.18.1,
		2.19.1, 2.19.2, 2.19.3, 2.19.4, 2.19.5,
		3.1, 3.1.1, 3.2, 3.2.1, 3.3, 3.3.1, 3.4, 3.4.1, 3.5, 3.5.1, 3.6,
		3.7, 3.7.1, 3.8, 3.8.1, 3.9, 3.9.1, 3.10, 3.10.1, 3.11, 3.11.1,
		3.14, 3.14.1, 3.14.2, 3.16, 3.16.1, 3.17,
		5.1, 5.1.1,

Lot	Index	Prix
		6.1.1, 6.1.2, 6.2.1, 6.2.2, 6.3, 6.4, 6.4.1, 6.4.2, 8.1, 11.1
	TP09	3.13, 3.13.1, 3.15, 3.15.1, 4.1, 4.1.1, 4.1.2, 4.2, 4.2.1, 4.2.2, 4.3, 4.3.1, 4.4.1, 4.4.2, 4.4.2.1, 4.4.3, 4.4.3.1, 4.4.3.2, 4.4.3.3, 4.4.4, 4.4.4.1, 4.4.4.2, 4.4.4.3, 4.4.4.4, 4.4.5, 4.4.5.1, 4.4.5.2, 4.5, 4.7.1, 4.7.2, 4.7.3, 4.7.4, 4.7.5, 4.7.6, 7.1, 7.2, 7.3.1, 7.3.2, 7.4.1, 7.4.2, 7.5, 7.6, 7.6.1, 7.6.2, 7.7, 8.2, 8.3, 9.1.1, 9.1.2, 9.1.3, 9.1.4, 9.1.5, 9.2.1, 9.2.2, 9.2.3, 9.2.4, 9.2.5, 9.2.6, 9.3.1, 9.3.2, 9.3.3, 9.3.4, 9.3.5, 10.1, 10.1.1, 10.2, 10.2.1
	TRTP	3.12, 3.12.1, 4.6, 4.6.1

3.2.2) Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois de l'établissement des prix au mois M_0 ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des travaux.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des travaux ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

Conformément à l'article 10-5 du CCAG travaux, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

3.3) Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Les prescriptions du CCAG s'appliquent.

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service (OS) fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

4) Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranche.

L'accord-cadre à bons de commande comprend les chaussées et dépendances (aires, parkings, parkings des CEI) des 3 lots désignés ci-après :

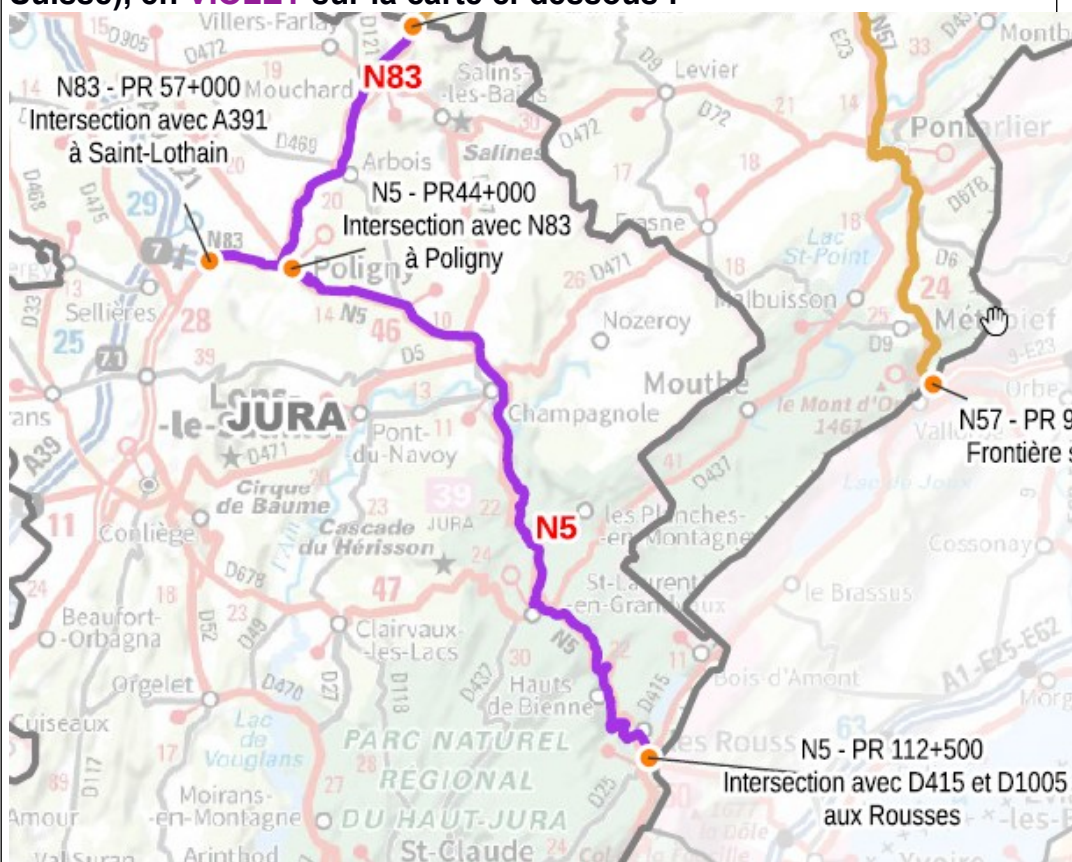
DÉSIGNATION DES LOTS

N° de lot	Périmètre du lot
<p>Lot n°1 Sud-Est CEI de La Vèze et Vuillecin</p>	<p>N 57 (Rioz – Besançon - Suisse), N 83 (Besançon - Rennes S/ Loue) en ORANGE sur la carte ci-dessous :</p>

DÉSIGNATION DES LOTS

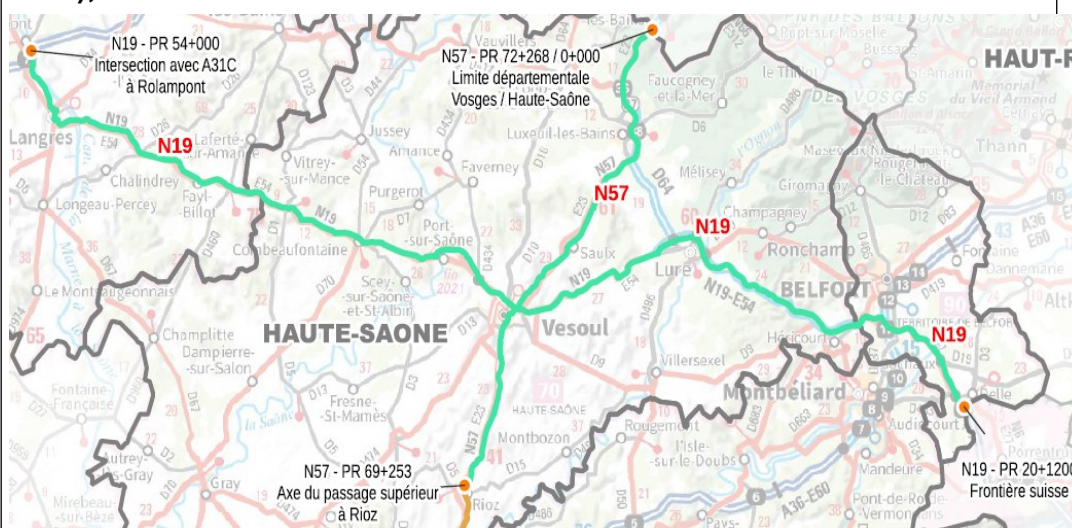
N 83 (Rennes S/ Loue – Poligny – liaison A391), N 5 (Poligny - Suisse), en **VIOLET sur la carte ci-dessous :**

Lot n°2
Sud-Ouest
CEI de Poligny, et St-Laurent-en-Grandvaux



N 19 (liaison A31 – Vesoul – Suisse), N57 (Fougerolles – Vesoul – Rioz), en **VERT sur la carte ci-dessous :**

Lot 3
Nord
CEI de Fayl-Billot, Vesoul et Héricourt



5) Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

Pièces contractuelles

- L'Acte d'Engagement (AE) du lot 1, 2 et 3 de l'accord-cadre ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) du lot 1, 2 et 3 ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux ;
- Le Plan Général de Coordination (PGC) ;
- L'intégralité des Décompositions des Prix Forfaitaires (DPF) et des Sous-Détails des Prix Unitaires (SDPU) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Pièces non contractuelles

- Détail Quantitatif Estimatif (DQE) du lot 1 , 2 et 3 ;
- Le mémoire technique ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) établi par l'entrepreneur avec ses annexes ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- Le Schéma Organisationnel du Suivi et de l'Elimination des Déchets (SOSED) ;
- Le Schéma Organisationnel explicitant la Prise en Compte du Risque Amiante (SOPCRA) dans le cadre des réparations localisées en secteur amianté ;
- La Notice de sécurité.

6) Sous-traitance

Les dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 de l'ordonnance relative au CCP et des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du CCP s'appliquent de plein droit.

Le titulaire ne peut pas faire exécuter la totalité des prestations objets du marché à des sous-traitants.

La sous-traitance ne peut intervenir qu'en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle de l'entreprise pour laquelle il effectue la demande.

Tous les documents constituant les actes de sous-traitance seront entièrement rédigés ou traduits en langue française.

Méthodologie de la demande de sous-traitance

Le formulaire de sous-traitance (DC4)¹ signé des deux parties doit être envoyé à l'adresse suivante :

pole-administratif-marches.bgam.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr

La signature électronique plus rapide est fortement recommandée.

Pour rappel, la combinaison signature électronique et signature manuscrite est interdite.

En cas de signature manuscrite avec le nom des signataires, le formulaire de sous-traitance « papier » est à envoyer à l'adresse postale suivante :

**Direction interdépartementale des routes Est
BGAM – Pôle administratif Etat
10-16 Promenade des Canaux
BP 82120
54021 Nancy Cedex**

Le montant maximal mentionné sur le DC4 devra être impérativement strictement inférieur au montant du bon de commande.

Il est à noter que dans la mesure où un même sous-traitant devrait effectuer des prestations sur plusieurs bons de commande, il est nécessaire de rédiger un acte de sous-traitance pour chaque bon de commande.

7) Maîtrise d'œuvre

La fonction de maîtrise d'œuvre est assurée (pour les 3 lots) par :

Direction Interdépartementale des Routes EST Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie de Franche-Comté / District de Besançon	Direction Interdépartementale des Routes EST Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie de Franche-Comté / Unité d'Ingénierie Routière
OU	

¹ Le nouveau formulaire DC4 applicable depuis le 1^{er} janvier 2024 et sa notice explicative se trouvent au lien suivant :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>

8) Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)

Le nom du coordonnateur SPS sera transmis ultérieurement au titulaire. Il est désigné dans le présent accord-cadre sous le nom de "**coordonnateur SPS**".

9) Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le Maître d'Ouvrage (MOA) et/ ou le Maître d'Oeuvre (MOE) procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie du MOA assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par la messagerie conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur la messagerie par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par la messagerie, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur la messagerie par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai celui-ci commence à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans la messagerie.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via la messagerie par le maître d'ouvrage et/ou le

maître d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via la messagerie, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'œuvre.

10) Interventions urgentes

Les interventions urgentes seront effectuées après simple appel téléphonique avec confirmation par l'envoi d'un bon de commande par courriel du représentant de l'acheteur habilité à signer les bons de commande, désignés à l'article 30.1, ou dans le bon de commande (pour une maîtrise d'œuvre externe) et adressées à l'une des personnes représentant le titulaire et désignée dans l'acte d'engagement.

Elles concernent les prestations sur réparations localisées qui doivent être réalisées dans un délai de 5 jours.

Le délai commence à courir à partir de la date de l'accusé de réception de la commande par le titulaire.

11) Dispositions générales

11.1) Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

11.2) Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

• Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses travaux hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché
N° du ayant pour objet"

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L 1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

- **Lutte contre les prestations de services internationales illégales**

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du Code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du Code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

11.3) Responsabilités et Assurances

•Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil.

•Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel,

matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou après son exécution.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

En complément de l'article 8.1 du CCAG, les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

•Assurance décennale

11.4) Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) titulaire(s) fourni(ssen)t une attestation avant la notification de l'accord-cadre, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance. Il(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

11.5) Clauses sociales et environnementales

11.5.1) Clauses sociales

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 25 de ce présent CCAP, en complément de l'article 20.1 du CCAG, qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

11.5.2) Clauses environnementales

Conformément à l'article 7 et 20.2 du CCAG, les pièces particulières de l'accord-cadre fixent

des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

11.6) Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

12) Engagement des soumissionnaires

A l'appui de son offre, le soumissionnaire doit impérativement présenter les documents mentionnés à l'article 3.2 du Règlement de la consultation.

Pour ce qui concerne les documents listés ci-dessous, les dispositions contenues dans ces documents sont des engagements produits à l'appui de l'offre des soumissionnaires. S'agissant d'engagements unilatéraux de l'entrepreneur, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'ils avaient décrits dans ses documents.

Ces engagements concernent :

- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) établi par l'entrepreneur avec ses annexes ;
- Le mémoire technique ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan de respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- Le Schéma d'Organisation du Suivi et de l'Élimination des Déchets (SOSED) ;
- Le Schéma Organisationnel explicitant la Prise en Compte du Risque Amiante dans le cadre des réparations localisées en secteur amianté (SOPCRA) ;
- La notice de sécurité ;

13) Le calcul des décomptes et des acomptes

Le calcul des acomptes et des décomptes est effectué par le maître d'œuvre.

Les clauses du CCAG en son article 13 s'appliquent mais pour ce qui concerne les articles suivants : 13.1.1, 13.2.1, 13.2.2, 13.3.2, 13.3.3, 13.3.4 et 13.4.1, les tâches du maître d'œuvre sont effectuées par la filière comptabilité du BAG SREI-FC.

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG.

A . Décomptes et acomptes

Après exécution totale des prestations de chaque bon de commande, le titulaire remet selon les modalités définies ci-après, une facture assortie du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages des prestations réalisées. Chaque demande de paiement concernera un unique bon de commande et contiendra les références aux prix du marché provisoires ou définitifs. La remise de cette demande de paiement implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le maître d'oeuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement et éventuellement l'état de prestations corrigé par le maître d'oeuvre. La remise de cet état de règlement implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

B . Décompte final

Le titulaire valide et adresse au maître d'oeuvre selon les modalités définies ci après, sous trente (30) jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, la facture finale indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées.

Cette facture finale prend en compte les prestations afférentes au dernier bon de commande. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, la facture indiquera la répartition des sommes dues à chacun des cotraitants.

Cette facture finale tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur la facture finale, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

La facture finale établie par le titulaire est acceptée ou rectifiée par le maître d'oeuvre, qui édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous dix (10) jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.2 du présent CCAP.

Si le RMO n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RMO d'y procéder.

L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RMO dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le pouvoir adjudicateur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dû par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles 6 et 8 ou 12 et 13 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

14) Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

14.1) Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

Le point de départ du délai de paiement est le dépôt de la facture sur Chorus Pro, à l'exception du cas particulier de la facture finale pour lequel le point de départ du délai de paiement correspond au dépôt du décompte général définitif sur Chorus Pro par le titulaire.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas cette obligation légale, la demande de paiement sera rejetée.

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l'URL :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Un abonnement préalable à l'espace « **factures de travaux** » dans **Chorus Pro** (un temps de validation à cet espace est requis depuis les données de votre compte) est nécessaire.

Les documents doivent être déposés en utilisant les codes suivants :

- Cadre de facturation : A4 (projet de décompte mensuel)
ou A7 (projet de décompte final)
- Maîtrise d'œuvre : SIRET de la DIR Est 13000153000331
- Maîtrise d'ouvrage : SIRET de la DIR Est 13000153000331
- Destinataire : SIRET de la DIR Est 13000153000331
- Numéro de l'Engagement Juridique (EJ) : indiquer le numéro de marché fourni à 10 chiffres commençant par 13xxxxxxx
- Numéro (EJ) du bon de commande : indiquer le numéro du bon de commande fourni à 10 chiffres commençant par 14xxxxxxx.

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro d'EJ du marché en 13xxxxxxx
- Le numéro d'EJ du bon de commande en 14xxxxxxx

14.2) Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé suivant le délai en vigueur.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

15) Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour les approvisionnements.

16) Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

17) Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent accord-cadre, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto-liquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA

correspondante est versée au titulaire qui procède à son auto-liquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également auto-liquider la TVA correspondante.

18) Modalités particulières de paiement

En complément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG, Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter ;

- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant ;
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée au maître d'œuvre ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 15 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

19) Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables. (article 18.2 du CCAG)

20) Pénalités

20.1) Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure

préalable ne soit nécessaire.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités seront plafonnées à 30 % du montant du bon de commande.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le titulaire du marché, dès lors qu'il est reconnu responsable d'un dépassement du délai d'exécution, assumera les conséquences sur la totalité du retard pris dans la réalisation des chantiers. Ainsi, l'apparition de contraintes dans la bonne exécution des travaux au-delà de la date limite d'exécution de l'opération (manque de disponibilité des agents de la DIR Est, les jours hors chantier...) ne sera pas prise en compte pour minorer les pénalités encourues pour retard d'exécution.

• **Pénalité pour dépassement du délai partiel**

Le délai partiel est défini comme la plage horaire journalière au cours de laquelle le titulaire dispose de la chaussée pour la réalisation des travaux. Cette plage horaire pourra dépasser 48 heures dans le cadre de travaux réalisés durant le week-end ou les jours fériés.

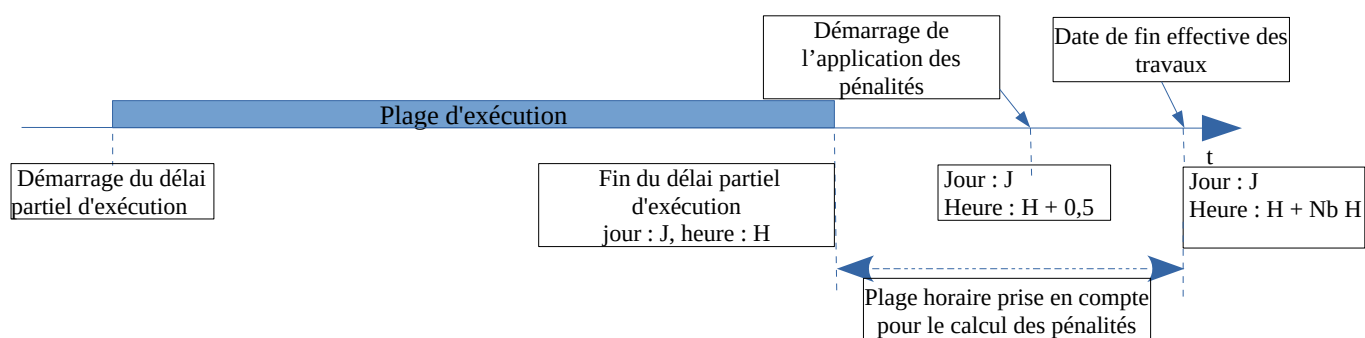
Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans la restitution de la chaussée à l'expiration de chaque délai partiel, une pénalité calculée suivant les modalités ci-après :

Pénalité de retard de 5 000 euros /heure.

Dans le cadre de l'application des pénalités horaires pour dépassement de délai partiel, celles-ci s'appliquent dès que le retard est supérieur à une demi-heure.

Les pénalités horaires pour dépassement de délai partiel s'appliquent au prorata du temps dépassé et ceci sans exonération de la première demi-heure

• **Schéma récapitulatif : Pénalités horaires (délai partiel)**



• **Pénalité pour dépassement du délai global**

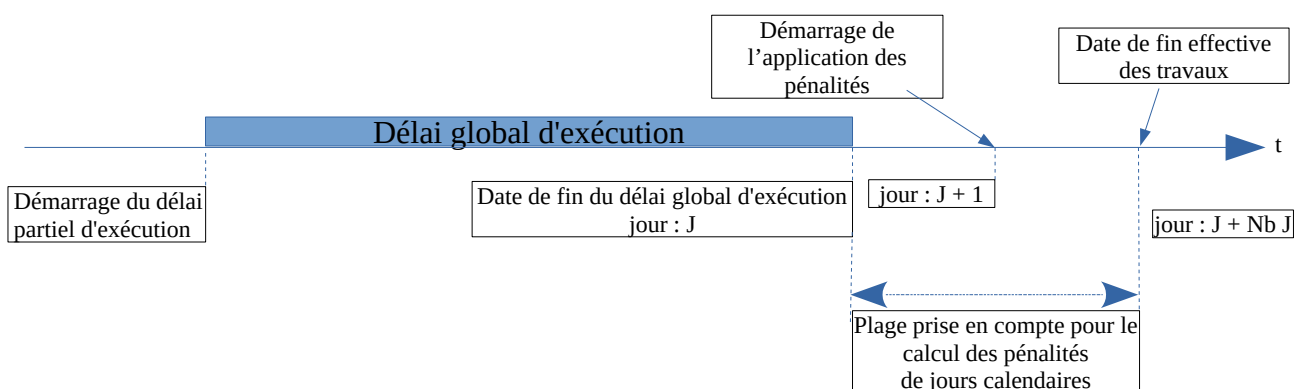
Le délai global est défini comme la durée calendaire au cours de laquelle le titulaire dispose de la chaussée pour la réalisation des travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans la restitution de la chaussée à l'extinction du délai global, une pénalité calculée suivant les modalités ci-après :

- 500 euros par jour si le bon de commande est inférieur à 10 000 euros
- 1 000 euros par jour si le bon de commande est compris entre 10 000 et 100 000 euros
- 2 000 euros par jour si le bon de commande est strictement supérieur à 100 000 euros.

Le retard débute à la date de fin du délai d'exécution global augmenté d'un jour. La date de fin d'exécution est définie en fonction de la date de démarrage du chantier et du délai global d'exécution.

- **Schéma récapitulatif : Pénalités par jour calendaire (délai global)**



À noter que les pénalités pour dépassement du délai global et du délai partiel pourront se cumuler.

20.2) Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations des levés de réserves

Les pénalités sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire. En cas de non-respect des délais fixés par la décision de réception avec réserves, il sera appliqué une pénalité par jour calendaire de 200 €.

20.3) Pénalités pour non réalisation des travaux commandés

En cas de refus de la part de l'entrepreneur d'exécuter des travaux objets de l'accord-cadre et ayant fait l'objet d'un bon de commande, les dispositions de l'article 52 du CCAG s'appliquent.

20.4) Pénalités pour retard et/ou non remise de documents

Les dispositions de l'article 19.1.3 s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution et par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception du point relatif à la non conformité de la macrotexture qui fera l'objet d'une mise en demeure.

- Avant le démarrage des travaux, l'entreprise est tenue de transmettre à la maîtrise d'œuvre pour chaque chantier une série de documents tels que le PAQ, le Plan de respect de l'Environnement (PRE), le PPSPS, les études de formulation de niveau 2 et 4, conformément aux indications précisées au CCTP.

Dans ce paragraphe, sont présentées les pénalités applicables pour une non-présentation de documents ou un retard de transmission :

- Les pénalités forfaitaires s'appliquent à compter du lendemain de la date limite de remise ou de présentation une unique fois par intervention/commande;
- Les pénalités par jours calendaires s'appliquent par jours de retard révolus.

20.5) Remise du PAQ

L'article 1.2.3.1 du CCTP précise le contenu du PAQ.

La nécessité pour le titulaire d'élaborer des PAQ et la procédure de transmission de ces PAQ est définie à l'article 1.2.3.2 du CCTP .

Si le PAQ n'est pas validé avant la date prévue les pénalités suivantes s'appliquent.

Pénalité de retard ou de non présentation du PAQ :

Date de validation du PAQ	Pénalité forfaitaire, en cas de validation du PAQ à moins de 7 jours calendaires de la date du démarrage du délai d'exécution	Pénalité forfaitaire, en cas de non validation du PAQ ou de non présentation du PAQ à la date de démarrage du délai d'exécution
Au plus tard 7 jours calendaires avant la date de démarrage du délai d'exécution des travaux (date prise pour référence).	1 000,00 €	5 000,00 €

Pour rappel: Les réflexions à engager dans le cadre de la mise au point des PAQ ne débutent pas forcément à la réception du bon de commande mais au plus tôt après la notification du programme de travaux de l'année (communiqué par le MOE) et/ou après la réunion de préparation (réunion 0) de l'opération. En conséquence le titulaire ne pourra se prévaloir d'un retard dans l'émission du bon de commande pour contester la date de remise prévue du PAQ.

20.5.1) Transmission des études de formulations de niveau 4

Le titulaire doit transmettre à la maîtrise d'œuvre, une formule de niveau 4 par centrale, dès la date de notification de l'accord-cadre et au plus tard dans les six (6) mois qui suivent la date de notification du premier programme (voir définition du programme à l'article 1.2.3.2 du CCTP). Un programme sera réalisé conjointement par le MOE/MOA à chaque année de reconduction.

En cas de retard dans la remise d'une formule de niveau 4, les pénalités forfaitaires suivantes s'appliquent :

- Retard dans la présentation des formules de niveau 4 :

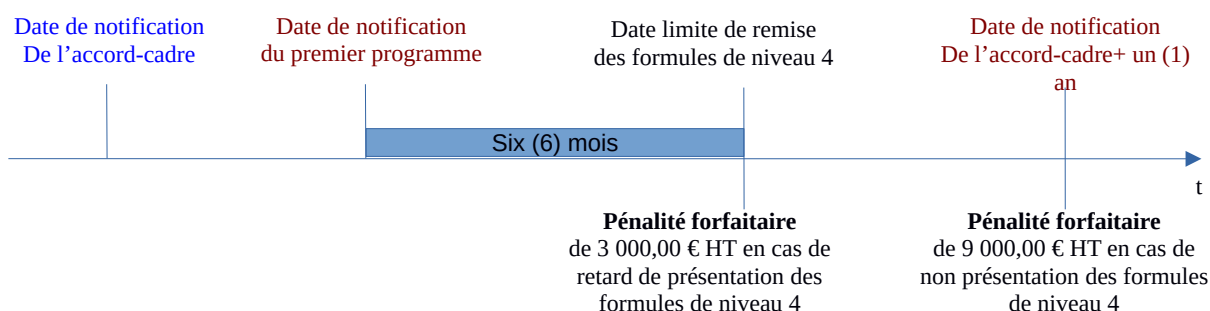
Date limite de présentation des formules de niveau 4	Pénalité forfaitaire appliqué par centrale en cas de retard dans la présentation des formules de niveau 4
Date de notification du programme annuel+ six (6) mois	3 000,00 €

- Non présentation des formules de niveau 4 :

Les formules de niveau 4 doivent avoir été transmises et validées par la Maîtrise d'œuvre au plus tard à la première date anniversaire de notification de l'accord-cadre sinon une pénalité forfaitaire de **NEUF MILLE EUROS (9 000,00 €)** s'applique.

Ainsi la non présentation d'une formule de niveau 4 se traduit par l'application d'une pénalité globale de **DOUZE MILLE EUROS (12 000 €)** (Pénalité forfaitaire de retard de 3000€ + pénalité forfaitaire de non présentation de 9000€ par centrale).

- **Schéma récapitulatif général pour les formules de niveau 4 :**



20.5.2) Non remise du PRE

En cas de non remise du PRE, une pénalité forfaitaire de **CINQ CENTS EUROS (500,00 €)** est appliquée.

20.5.3) Journal de chantier

Le journal de chantier est soumis au visa du titulaire ainsi qu'à celui de la maîtrise d'œuvre et doit être transmis au maître d'œuvre dans un délai de 24 heures après la fin de journée travaillée.

En cas de retard de transmission, une pénalité par jour calendaire de **CENT CINQUANTE EUROS PAR JOUR (150,00 €/j)** est appliquée jusqu'à la remise du document.

En cas de non remise, une pénalité forfaitaire de **CINQ MILLE EUROS (5000€)** est appliquée.

20.5.4) Transmission du bilan des travaux

Pour chaque chantier, le titulaire s'engage à rédiger et diffuser à la DIR Est, conformément à l'article 9- BILAN DES TRAVAUX du CCTP le bilan des travaux dans les 14 jours calendaires qui suivent la fin du chantier.

La DIR Est dispose alors d'un délai de 14 jours calendaires pour faire part de ses remarques éventuelles.

Le titulaire dispose ensuite d'un délai de 7 jours calendaires pour prendre en compte les remarques de la DIR Est et proposer une nouvelle version du bilan des travaux.

Le titulaire procédera à une mise à jour du bilan autant de fois que nécessaire (le délai de 14j pour la DIR Est et de 7 jours pour le titulaire reste applicable peu importe le nombre de version à produire).

En cas de retard dans la rédaction et diffusion du bilan des travaux, une pénalité par jour calendaire de **CINQ CENTS EUROS (500,00 €/j)** est appliquée jusqu'à la remise des données.

Cette pénalité s'applique également en cas de retard pour la remise d'une nouvelle version du bilan des travaux avec la prise en compte des remarques de la DIR Est.

20.5.5) Transmission des données du Système d'Acquisition de Données (SAD) de fabrication

Pour chaque chantier, le titulaire doit transmettre au représentant du maître d'ouvrage, conformément à l'article 3.2.2.2 du CCTP une série de données issues du SAD ainsi qu'une analyse statistique des données de la (ou des) centrale(s) utilisée(s) dans les 7 jours calendaires qui suivent la fin du chantier.

En cas de retard de transmission, une pénalité par jour calendaire de **CINQ CENTS EUROS (500,00 €/j)** est appliquée jusqu'à la remise des données.

20.5.6) Remise d'un PPSPS

En cas de non-respect des délais fixés à l'article 24.1- *Période de préparation - Programme d'exécution des travaux*, du présent CCAP pour la remise des PPSPS, le titulaire encourt une pénalité par jour calendaire fixée à **DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS (2 500,00 €/j)**.

20.5.7) Remise des bons de livraison

En cas de retard dans la fourniture des bons de livraisons de liant ainsi que des certificats de qualité dans un délai de un (1) mois à compter de la fin du chantier (article 3.1.1.1 du CCTP), une pénalité par jour calendaire fixée à **DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS (2 500,00 €/j)** s'applique.

20.6) Pénalités pour imperfections techniques

L'article 3.2.8 du CCTP définit en fonction de la nature du contrôle technique réalisé, les seuils de non-conformité. Le non-respect de ces seuils donne lieu à l'application de pénalités graduées, en fonction de l'importance de la dérive mesurée.

Le lot de contrôle correspond, par défaut, à la fourniture et mise en œuvre d'un même matériau durant une journée de travail continue. Il détermine le périmètre de chaussée sur lequel des pénalités seront appliquées en cas de déclaration de non-conformité. Pour être considéré comme un lot unique, l'ensemble des travaux doit répondre cumulativement aux critères d'homogénéité suivants :

- Même formulation de matériau,
- Même provenance,
- Même couche de structure,
- Continuité de la mise en œuvre : Le lot doit correspondre à une session de travail ininterrompue. Tout arrêt significatif (supérieur à 2 heures) ou nécessitant un changement majeur d'équipe ou de matériel entraîne la clôture du lot en cours et le début d'un nouveau.
- Même équipe et même matériel majeur : Le lot doit être mis en œuvre par la même équipe d'application et le même matériel principal (par exemple, le même finisseur).

La nature du lot de contrôle (longueur, surface...) peut être caractérisée par le contrôle effectué (uni, pourcentage de vide...).

Toutefois le lot pourra être déterminé conjointement entre le titulaire de l'accord-cadre et le maître d'œuvre (ou son représentant) lors de la réunion de préparation du chantier de manière à tenir compte notamment de la planification finale du chantier agréée par le maître d'œuvre ou son représentant

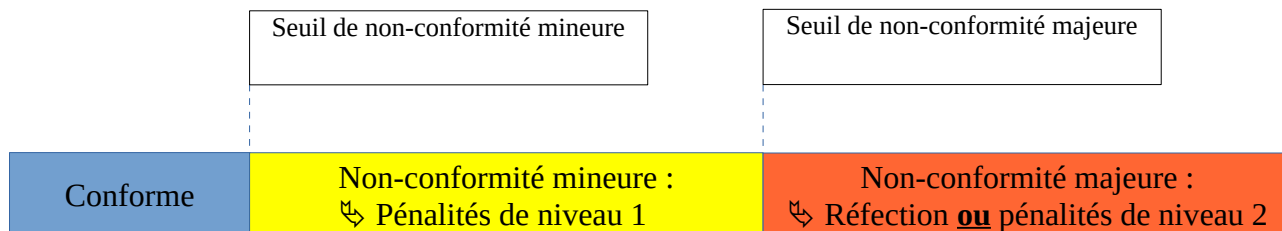
Lorsqu'un lot est déclaré non conforme, deux situations se présentent

- les seuils de non-conformité mineure sont atteints, auquel cas une pénalité de niveau 1 sera appliquée ;
- les seuils de non-conformité majeure sont atteints et dans ce cas, soit une pénalité de niveau 2 est appliquée, soit la réfection de l'ouvrage est demandée.

Le maître d'œuvre en fonction de ses contraintes choisit alors l'une des deux options et l'indique à l'entrepreneur. Le titulaire devra se conformer à la décision du maître d'œuvre.

Dans le cas où il est fait le choix de la réfection, le titulaire du présent accord-cadre prend en charge l'ensemble des coûts liés au traitement de la non-conformité majeure constatée (notamment la reconstruction des couches de chaussées supérieures, les coûts liés à la mise en œuvre de la signalisation horizontale, les coûts d'exploitation, ainsi que les coûts éventuels liés à une campagne de communication).

- **Schéma de principe général de contrôle d'un lot, quel que soit le type de contrôle :**



Modalités de calcul des pénalités :

Le calcul au mètre carré par cm de chaussée mise en œuvre s'entend comme le produit de la surface journalière traitée, de l'épaisseur mise en œuvre pour chacune des couches séparément, du % de sections non conformes et du montant unitaire de la pénalité .

Le % de sections non conformes est calculé par le ratio entre le nb de résultats au-delà des seuils de non conformité avec le nombre de résultats journalier établis par le contrôle extérieur de la DIR Est.

Modalités de calcul : exemple de 2 mauvaises carottes collées sur 7 sur un chantier de 290 m de long par 8 m large et une épaisseur de 6 cms $pen = 290 \times 8 \times 6 \times 2 \times (2/7)$

- **Détermination des pénalités de niveau 1 :** détaillée ci-après.

- **Détermination des pénalités de niveau 2 :**

La pénalité de niveau 2 correspond à une pénalité appliquée dès lors que la maîtrise d'œuvre fait le choix de ne pas demander la réfection des sections déclarées en non-conformité majeure.

L'importance du montant de la pénalité de niveau 2 varie en fonction du type de contrôle réalisé.

Le tableau suivant dresse par type de contrôle le montant des pénalités de niveau 2 détaillées ci-après :

Type de contrôle réalisé	Montant de la pénalité de niveau 1	Montant de la pénalité de niveau 2 (si pas de réfection)
Formule d'enrobé de niveau 4 : Non atteinte des seuils de fatigue définis par les normes	Rejet de la formulation	2€/m ² par cm quelque soit le tamis par lot
Non-respect des fuseaux granulométriques	0,25€/m ² par cm	0,5€/m ² par cm par lot
Non-respect de la teneur en liant	0,5€/m ² par cm	2€/m ² par cm par lot
Non-respect des épaisseurs	0,5€/m ² par cm pour non conformité mineure de type 1 et 1€/m ² par cm pour non conformité mineure de type 2	2€/m ² par cm par lot
Non-respect de la teneur en vide	1€/m ² par cm	2€/m ² par cm par lot
Défaut d'uni longitudinal	0,25€/m ² par cm pour PO 0,5€/m ² par cm pour MO	2€/m ² par cm par lot
Défaut de macrotexture	Réfection	Réfection
Mauvais collage des couches	0,25€/m ² par cm d'enrobé appliqué pour la couche faisant l'objet de non conformité par lot	2€/m ² par cm d'enrobé appliqué pour la couche faisant l'objet de non conformité par lot

Toutes les pénalités ci-après sont applicables sans mise en demeure préalable et calculées sur la base des résultats du contrôle extérieur. Elles sont cumulables sans pour autant que leur somme ne dépasse cent pour cent (100 %) du prix global (fourniture, fabrication, transport et mise en œuvre) de l'enrobé non conforme.

Outre l'application de ces pénalités, le maître d'ouvrage peut refuser de payer, et le maître d'œuvre peut faire enlever et transporter à la décharge les enrobés, aux frais du titulaire, dans les cas suivants :

- bâchage des camions non conforme au paragraphe 3.2.3 du CCTP ;
- enrobés mis en œuvre à une température inférieure à celle prévue au paragraphe 3.2.7 du CCTP ;

20.6.1) Formule d'enrobé de niveau 4 : Non atteinte des seuils de fatigue définis par les normes

Le lot correspond, par défaut, à la fourniture et mise en œuvre d'un même matériau durant une journée de travail continue.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de vérifier les études de formulation de niveau 4 présentées par le titulaire ainsi que les performances de l'enrobé réellement mis en œuvre lorsque des non-conformités ont été décelées par les contrôles liés à la fabrication. Si les valeurs de l'épsilon 6 mesurées par le contrôle extérieur sont inférieures aux valeurs spécifiées dans la norme, la formule est jugée non conforme.

Cette formule ne pourra pas être réutilisée sur les chantiers à venir. L'entrepreneur est tenu de modifier et de réaliser une nouvelle étude de formulation de niveau 4 à ses frais.

Une évaluation de la portée de la non-conformité sera réalisée par le laboratoire de contrôle extérieur à partir des hypothèses de dimensionnement et du logiciel ALIZE-LCPC. Si la durée de vie de la chaussée attendue initialement n'est pas atteinte, une pénalité de niveau 2 sera alors appliquée.

Le non-respect des spécifications donne ainsi lieu à l'application des pénalités suivantes :

- **Pénalité de niveau 1** : Rejet de la formulation et fourniture d'une nouvelle formulation.

2€/m²/cm d'enrobés appliqués, Réfection du lot concerné.

- **Pénalité de niveau 2** : **VINGT MILLE EUROS (20 000 €)** par étude de formulation de niveau 4.

20.6.2) Pénalités pour non respect des fuseaux granulométriques

Le lot « fuseaux granulométriques » correspond, par défaut, à la fourniture et mise en œuvre d'un même matériau durant une journée de travail continue.

Les dispositions qui suivent s'appliquent au lot sur toutes les couches du chantier considéré.

La vérification de la conformité des fuseaux granulométriques est effectuée à partir de résultats issus :

- de prélèvements d'échantillons d'enrobé au droit de la vis sans fin du finisseur ;
- de carottages.

L'article 3.2.8.1 du CCTP définit trois zones de qualité de fabrication sur lesquelles est évaluée la conformité des matériaux.

Pour chacun des fuseaux granulométriques définis dans le tableau de l'article 3.2.8.1 du CCTP, si la valeur moyenne des résultats est située :

- **dans la zone de qualité « correcte »** : le matériau est jugé conforme.
- **dans la zone de qualité « non-conformité mineure »** : le matériau est déclaré en non-conformité mineure.
Dans ce cas, une pénalité forfaitaire de niveau 1 égale à **0,25€/m² par cm** est appliquée pour chaque tamis.
- **dans la zone de qualité « non-conformité majeure »** : le matériau est déclaré en non-conformité majeure.
Le maître d'œuvre fait alors le choix de la réfection ou de l'application d'une pénalité de niveau 2.
Une pénalité de niveau 2 correspond à une pénalité forfaitaire de **0,5€/m² par cm** pour chaque tamis.

Remarque : La mise en évidence de non-conformités sur ce type de contrôle donnera lieu à une vérification des performances vis-à-vis de l'essai de fatigue de l'enrobé réellement mis en œuvre.

20.6.3) Pénalités en cas de détection de présence d'amiante dans les enrobés mis en œuvre

Dans le cas où des fibres d'amiante visées par l'interdiction posée par le décret n°93-1133 du 24 décembre 1996 sont détectées dans les enrobés bitumineux mis en œuvre dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire prendra à sa charge exclusive toutes les opérations de retrait des matériaux pollués par des fibres amiantées ainsi que leur remplacement y compris les travaux d'exploitation, de signalisation horizontale et de communication.

20.6.4) Pénalités pour non respect de la teneur en liant

Le lot « respect de la teneur en liant » correspond, par défaut, à la fourniture et mise en œuvre d'un même matériau durant une journée de travail continue.

Les dispositions qui suivent s'appliquent au lot sur toutes les couches du chantier considéré. La vérification de la conformité de la teneur en liant est effectuée à partir des résultats issus :

- de prélèvements d'échantillons d'enrobé au droit de la vis sans fin du finisseur ;
- de carottages.

L'article 3.2.8.1 du CCTP définit trois zones de qualité de fabrication sur lesquelles est évaluée la conformité des matériaux.

Lorsque la moyenne des résultats se situe :

- **dans la zone de qualité « correcte » : le matériau est jugé conforme.**
- **dans la zone de qualité « non-conformité mineure » :** le matériau est déclaré en non-conformité mineure.
Dans ce cas, une pénalité forfaitaire de niveau 1 égale à **0,5€/m² par cm** est appliquée.
- **dans la zone de qualité « non-conformité majeure » :** le matériau est déclaré en non-conformité majeure.
Le maître d'œuvre fait alors le choix de la réfection ou de l'application d'une pénalité de niveau 2.
Une pénalité de niveau 2 correspond à une pénalité forfaitaire de **2€/m² par cm**.

Remarque : La mise en évidence de non-conformités sur ce type de contrôle donnera lieu à une vérification des performances vis-à-vis de l'essai de fatigue de l'enrobé réellement mis en œuvre.

20.6.5) Pénalités pour non mise en œuvre d'émulsion modifiée au SBS (Styrène-Butadiène-Styrène) réticulé

Le lot correspond à la surface totale d'émulsion (exprimée en m²) ayant été mise en œuvre au cours de la journée ou de la nuit ayant fait l'objet du contrôle.

La vérification de la conformité de l'émulsion modifiée au SBS (Styrène-Butadiène-Styrène) réticulé est réalisée suivant les spécifications du paragraphe 3.2.8.2.1 du CCTP.

L'absence de SBS entraîne l'application d'une pénalité calculée de la façon suivante :

$$\text{Pénalité} = P \times S$$

P = Prix unitaire au m² de l'émulsion modifiée au SBS réticulé dite propre,

S = surface en m² appliquée au cours de la journée ou de la nuit ayant fait l'objet du contrôle.

20.6.6) Pénalité pour mauvais collage des couches

Le lot « collage des couches » correspond, par défaut, à la fourniture et mise en œuvre d'un même matériau durant une journée de travail continue.

Les dispositions qui suivent s'appliquent au lot sur toutes les couches et interfaces du chantier considéré.

L'article 3.2.8.2.3 du CCTP définit les dispositions permettant d'évaluer la conformité vis-à-vis du collage des couches.

Les résultats seront déclarés conformes pour le collage des couches si, sur les carottes prélevées, on ne constate aucun décollement aux interfaces des enrobés mis en œuvre.

Dans le cas contraire, le lot de contrôle sera déclaré non-conforme pour le collage des couches et donnera lieu à l'application des pénalités suivantes :

- si une seule carotte présente un défaut de collage des couches, une non-conformité mineure est déclarée entraînant l'application d'une pénalité de niveau 1.
La pénalité de niveau 1 correspond à une pénalité de **0,25€/m² par cm** d'enrobé appliqué pour la couche faisant l'objet de la non conformité.

- si plus d'une carotte présente un défaut de collage des couches, une non-conformité majeure est déclarée.

Le maître d'œuvre fait alors le choix de la réfection ou de l'application d'une pénalité de niveau 2.

La pénalité de niveau 2 correspond à une pénalité de **2€/m² par cm** d'enrobé appliqué pour la couche faisant l'objet de la non conformité.

20.6.7) Pénalités pour non respect des épaisseurs

Le lot « respect des épaisseurs » correspond, par défaut, à la fourniture et mise en œuvre d'un même matériau durant une journée de travail continue.

Les dispositions définies ci-dessous s'appliquent au lot à toutes les couches du chantier considéré.

Lorsque les seuils de non-conformité définis à l'article 3.2.8.2.2 du CCTP sont atteints les dispositions suivantes s'appliquent :

- **non-conformité « mineure » de type 1** : une extension de garantie de 5 ans sur une zone de 100 mètres en amont et en aval de la carotte non conforme est demandée à l'entreprise. L'entreprise doit néanmoins apporter la preuve que la non-conformité se limite à une zone localisée. Une pénalité de **0,50€/m² par cm** est appliquée.

- **non-conformité « mineure » de type 2** : une pénalité de niveau 1 est appliquée. La pénalité de niveau 1 correspond à une pénalité de **1€/m² par cm**.
- **non-conformité « majeure »** : le maître d'œuvre fait alors le choix de la réfection ou de l'application d'une pénalité de **2€/m² par cm**.

20.6.8) Pénalités pour non respect du pourcentage de vides

Le lot « pourcentage de vides » correspond, par défaut, à la fourniture et mise en œuvre d'un même matériau durant une journée de travail continue.

Les dispositions qui suivent s'appliquent au lot sur toutes les couches du chantier considéré.

L'article 3.2.8.3 du CCTP précise les résultats attendus, la méthodologie employée lors du contrôle du pourcentage de vides in situ et définit trois situations au regard de la conformité (cas 1, cas 2, cas 3).

Pour chacun de ces 3 cas, les modalités suivantes s'appliquent :

- **Cas 1** : les résultats sont conformes.
- **Cas 2** : la valeur moyenne sort du fuseau des tolérances définies à l'article 3.2.8.3 du CCTP dans la limite de $\pm 2 \%$ en valeur absolue : **non-conformité mineure**, une pénalité de niveau 1 est appliquée. La pénalité de niveau 1 correspond à une pénalité forfaitaire de **1€/m² par cm**.
- **Cas 3** : la valeur moyenne sort du fuseau des tolérances définies à l'article 3.2.8.3 du CCTP strictement de plus $\pm 2 \%$ en valeur absolue : **non-conformité majeure**, une pénalité de niveau 2 est appliquée. Le maître d'œuvre fait alors le choix de la réfection ou de l'application d'une pénalité de niveau 2. La pénalité de niveau 2 correspond à une pénalité forfaitaire de **2€/m² par cm par lot**.

20.6.9) Pénalités pour défaut d'uni longitudinal

Le « lot uni » est défini dans la note technique du 25/09/2015 relative à l'uni longitudinal des couches de roulement neuves du domaine routier :

« ...Un lot est défini comme une voie de circulation de 1 000 m de longueur. Le point de départ du premier lot est défini à partir du point de démarrage du chantier.

Les lots de contrôle sont consécutifs, sauf dispositions contraires précisées dans le marché. L'extrémité du chantier est incluse dans le dernier lot, lequel a de ce fait une longueur supérieure à 1 000 mètres. Pour les chantiers de longueur comprise entre 200 m et 1000 m, la longueur du lot de contrôle est égale à celle du chantier... »

Les **spécifications applicables à chacun des lots** de contrôle de 1 000 mètres ainsi constitués, sont définies à l'article 3.2.8.4.1 du CCTP conformément aux spécifications de la note Technique du 25 septembre 2015.

Le non-respect des seuils des spécifications donne lieu à l'application des dispositions suivantes sur l'intégralité du lot contrôlé non conforme.

– **Seuils d'application des pénalités et de réfection des lots contrôlés non**

conformes

Pour les travaux d'entretien mettant en œuvre au moins deux couches et les travaux d'entretien incluant des opérations de fraisage (cas F2b, F2c avec $f \geq 5\text{cm}$, et F3)

Gamme d'ondes	Seuil d'application des pénalités non-conformité mineure	Seuil de réfection ou d'application de pénalité de niveau 2 non-conformité majeure
PO	Non-respect des spécifications Une seule note non conforme ≥ 4 est tolérée	Si plus de 10% des notes $< \text{à } 6$ ou au moins 3 notes $< \text{à } 5$ ou au moins 2 notes consécutives $< \text{à } 5$ ou 1 note $< \text{à } 4$
MO	Si non respect des spécifications	Si non-respect des spécifications sur un linéaire représentant plus de 40 % de la longueur du lot

– Pour les travaux d'entretien mettant en œuvre une seule couche, pour les cas de figure correspondants au cas F1, F2a, F2b, et F2c avec $f < 5\text{cm}$)

Gamme d'ondes	Seuil d'application des pénalités non-conformité mineure	Seuil de réfection ou d'application de pénalité de niveau 2 non-conformité majeure
PO	Non-respect des spécifications Une seule note non conforme ≥ 4 est tolérée	Si plus de 10% des notes $< \text{à } 5$ ou 1 note $< \text{à } 4$
MO*	Si non-respect des spécifications	Si non-respect des spécifications sur un linéaire représentant plus de 40 % de la longueur du lot

* Uniquement pour les travaux d'entretien avec une couche d'épaisseur $> 3\text{cm}$

Dans le cas où les spécifications définies ci-dessus ne sont pas respectées, les modalités prévues au point « Pénalités pour défaut d'uni longitudinal » ci-dessus s'appliquent.

Lorsque les seuils de pénalités pour non-conformité mineure sont atteints (seuils d'application des pénalités) les pénalités de niveau 1 définies ci-après s'appliquent :

PO (Petites Ondes)	Pénalité forfaitaire de 0,25€/m² par cm par lot.
MO (Moyennes Ondes)	Pénalité forfaitaire de 0,25€/m² par cm par lot.

Les pénalités sont cumulables par bande d'onde.

Lorsque les seuils de non-conformité majeure sont atteints (seuils de réfection), le maître d'œuvre fait alors le choix de la réfection ou de l'application d'une pénalité de niveau 2.

La pénalité de niveau 2 correspond à une pénalité forfaitaire d'un montant de :

PO (Petites Ondes)	Pénalité forfaitaire de 2€/m² par cm par lot.
--------------------	---

MO (Moyennes Ondes)	Pénalité forfaitaire de 2€/m² par cm par lot.
----------------------------	---

Les pénalités sont cumulables par bande d'onde.

Cas spécifique des sections de moins de 200 m :

Si la longueur est inférieure à 200 m aucune spécification n'est indiquée mais la note moyenne après travaux doit être supérieure ou égale à celle avant travaux.

Une pénalité forfaitaire de **CINQ CENTS EUROS (500 €)** est appliquée pour chaque section de moins 200 m où la note est dégradée.

Cas spécifique des joints d'ouvrage d'art :

1^{er} cas : la mise en œuvre des enrobés est réalisée après réfection des joints d'ouvrage d'art dans le cadre des prestations commandées :

Les spécifications à atteindre sont définies à l'article 3.2.8.4.1 du CCTP.

En cas de non-respect de celles-ci une pénalité forfaitaire de **MILLE EUROS (1 000 €)** par ligne de joint est appliquée.

2^{ème} cas : la réfection des joints d'ouvrage d'art n'est pas prévue dans le cadre des prestations commandées

Les notes PO et MO des segments correspondant aux joints d'ouvrage d'art sont neutralisées (pas prises en compte dans le calcul des notes). Toutefois, les notes obtenues sur ces segments après travaux ne doivent pas être inférieures à celles avant travaux et ne pourront en aucun cas être inférieures à 5.

En cas de déclaration de non-conformité sur l'uni, le titulaire du présent marché pourra proposer une solution de remise en conformité. Cette proposition fera l'objet d'une validation par le maître d'œuvre et ne pourra être acceptée qu'aux conditions suivantes :

- ne pas générer d'interface supplémentaire dans la structure, (néanmoins le rechargement pourra être envisagé) ;
- ne pas générer d'hétérogénéité prononcée de la surface des revêtements ;
- limiter le nombre de reprises partielles à 2 par lots avec les techniques identiques à celles initialement prévues ;
- traiter l'intégralité de la voie ;
- limiter le nombre de joints transversaux, la réalisation de ceux-ci nécessitant un soin particulier ;
- apporter un soin particulier aux joints longitudinaux ;
- Dans tous les cas, les travaux de mise en conformité feront l'objet d'une nouvelle réception au frais du titulaire du marché.

20.6.10) En cas de non-conformité de la macrotexture

Le lot « macrotexture » correspond, par défaut, à la fourniture et mise en œuvre d'un même matériau durant une journée de travail continue.

En cas de non-respect des articles 3.2.8.4.2 du CCTP, le titulaire du présent accord-cadre propose une solution de remise en conformité du lot considéré qu'il prendra en charge une fois validée par la maîtrise d'œuvre. Par la suite, de nouveaux essais de vérification seront réalisés afin de contrôler la conformité du lot ainsi traité.

Si aucune action corrective ou curative présentée par le titulaire n'a été validée par la maîtrise d'œuvre, ou si les solutions de remise en conformité n'ont pas donné de résultats satisfaisants, un remplacement de la couche de roulement sera exigé aux frais du titulaire.

Le coût global inclut les coûts liés à la mise en œuvre de la signalisation horizontale, les coûts d'exploitation, ainsi que les coûts éventuels liés à une campagne de communication.

20.7) Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

20.7.1) Retard de repliement et de remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, avec le complément suivant :

- Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution.
- à la fin des travaux, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais et risques du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de :

Pénalité unique de retard de DEUX MILLE EUROS/jour (2 000 €/j)

➤ Schéma récapitulatif :



20.7.2) Pollution des cours d'eau

Au cas où le titulaire procéderait à la vidange d'un engin sur le chantier, une pénalité journalière fixée à **CINQ CENT EUROS (500,00 €)** s'applique jusqu'à la remise en état. L'application de cette pénalité est indépendante des mesures ou poursuites qui pourraient être engagées par les services concernés, et des travaux à entreprendre pour réparer les dommages causés, qui restent à la charge du titulaire.

20.7.3) Voies publiques non nettoyées

Au cas où les chaussées, sur lesquelles la circulation est maintenue, ne seraient pas nettoyées (présence de liant sur les chaussées adjacentes...), le titulaire se voit appliquer une pénalité journalière fixée à **CENT EUROS (100,00 €/j)** jusqu'à la remise en état.

20.7.4) Non-respect des dispositions spécifiques pour la gestion des terres contaminées par des Espèces Végétales Exotiques Envahissantes (EEV)

En cas de non-respect des dispositions que le titulaire a détaillé dans son SOSED, le titulaire titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **CINQ MILLE EUROS (5 000,00 €)**

20.8) Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à **CINQ CENT EUROS (500,00 €)**.

20.9) Autres pénalités diverses

20.9.1) Non-respect des règles d'hygiène et sécurité

En cas de non-respect des règles d'hygiène et sécurité définies dans le PPSPS, le titulaire se voit appliquer une pénalité journalière, par infraction, fixée à **CENT CINQUANTE EUROS (150,00 €)**.

De plus, le non-respect des règles de sécurité décrites ci-dessous entraîne l'application des pénalités suivantes :

N° de la pénalité	Définition	Montant de la pénalité
P1	Stationnement sans surveillance et sans signalisation dans un endroit pouvant être atteint par un véhicule sortant accidentellement de la chaussée. L'UNITÉ : cinq cents euros	500,00 €
P2	Absence de gyrophare (ou de feu à éclats) sur un véhicule ou un engin. L'UNITÉ: quatre cents euros	400,00 €
P3	Non fonctionnement (quelle que soit la cause) de gyrophare (ou feu à éclats) sur un véhicule ou un engin au cours d'une évolution autre que la circulation normale dans les voies réservées à cet effet. L'UNITÉ : quatre cents euros	400,00 €

N° de la pénalité	Définition	Montant de la pénalité
P4	Absence de vêtement de signalisation haute visibilité de classe 3 ou 2 L'UNITÉ: cinq cents euros	500,00 €
P5	Non respect des normes de sécurité sur bidirectionnelles, bretelles... L'UNITÉ: mille euros	1 000,00 €
P6	Non maintien du piquetage des réseaux L'UNITÉ: mille euros	1 000,00 €

Les pénalités P1 à P6, sont cumulables. Toutefois, chacune ne peut être appliquée au titulaire qu'une fois par journée de travail, par engin, par élément de signalisation et par personne.

20.9.2) Signalisation des chantiers

En cas de signalisation non conforme, un constat d'événement est dressé par la maîtrise d'œuvre.

En cas d'absence de signalisation le titulaire se voit appliquer une pénalité horaire de **SIX CENTS EUROS PAR HEURE (600,00 €/h)**, tant que l'absence de signalisation conforme est constatée,

20.9.3) Non-respect du PAQ

En cas de non-respect des procédures que le titulaire a détaillées dans son PAQ validé par le maître d'œuvre, il se voit appliquer une pénalité journalière, par procédure non respectée, fixée à **TROIS CENTS EUROS (300,00 €)**

20.9.4) Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser pour chaque lot, fixé à l'article 26 du présent CCAP, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de **CINQUANTE EUROS PAR HEURE (50 € par heure)** d'insertion non réalisée.

En cas de non-respect des prescriptions fixées au point « *Pénalités pour inobservation de la clause d'insertion sociale et de promotion de l'emploi* » de l'article 26 de ce présent CCAP pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de **QUATRE-VINGTS EUROS PAR JOUR (80 €/j)**, à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

20.9.5) Non-respect des données à caractère personnel

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1-3 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

20.9.6) Non -respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-2 du présent

CCAP par le titulaire ou par un de ses sous-traitants, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

21) Clauses de financement et de sûreté

21.1) Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5,00 % (3 % pour les PME) du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

21.2) Avances

Les modalités de règlement de l'avance répondent à l'option A du CCAG travaux.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-11 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-1.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur à 30 %, le remboursement débutera dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-11 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

22) Caractéristiques, qualité contrôle et prise en charge des matériaux et produits

22.1) Matériaux et produits.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

22.2) Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG Travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

23) Réalisation des travaux à proximité des réseaux et implantation des ouvrages

23.1) Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des travaux qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix (10) jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf (9) jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois (3) mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois (3) mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

23.2) Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit appliquer les préconisations particulières du guide technique prévu à l'article R 554-29 du Code de l'environnement.

23.3) Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

23.4) Piquetage général

S'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire, à ses frais, contradictoirement avec le maître d'œuvre.

Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

23.5) Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

S'il y a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le Code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du Code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

23.6) Travaux à proximité de réseaux aériens

Une attention particulière doit être portée à la présence éventuelle de réseaux aériens sur la zone du chantier.

Lors de l'inspection de la section avant travaux définie à l'article 3.2.4.1 du CCTP, l'entreprise s'assure qu'aucun objet métallique lié aux moyens de mise en œuvre (bennes de camion levée, finisseur, alimentateur) n'entre dans une zone du champ électrique délimitée par un rayon autour de la ligne électrique aérienne de :

- trois mètres pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions (en valeur efficace pour le courant alternatif) existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est inférieure à 50 000 V.
- cinq mètres pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions (en valeur efficace pour le courant alternatif) existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est égale ou supérieure à 50 000 V.

L'entreprise précisera dans son PPSPS les moyens mobilisés afin de se conformer à l'article R. 4534-121 du Code du travail.

Lorsque la ligne ou l'installation électrique est des domaines basse tension B (B.T..B.), haute tension A (H.T.A.) et haute tension B (H.T.B.), la mise hors d'atteinte de cette ligne ou de cette installation est réalisée en mettant en place des obstacles efficaces solidement fixés devant les conducteurs ou pièces nus sous tension, ainsi que devant le neutre.

Si cette mesure ne peut être envisagée, la zone de travail est délimitée matériellement, dans tous les plans possibles, par une signalisation très visible, telle que pancartes, barrières, rubans. La consigne prévue par l'article R. 4534-125 du Code du travail précise les conditions dans lesquelles cette délimitation est réalisée. En outre, l'employeur désigne une personne compétente ayant pour unique fonction de s'assurer que les travailleurs ne franchissent pas la limite de la zone de travail et de les alerter dans le cas contraire.

Les mises hors d'atteinte susceptibles d'amener des travailleurs à une distance dangereuse des pièces conductrices nues normalement sous tension, ainsi que l'intervention directe sur des lignes, installations électriques ou pièces nues normalement sous tension, ne peuvent être accomplies que par des travailleurs compétents et pourvus du matériel approprié.

24) Préparation, coordination et exécution des travaux

24.1) Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

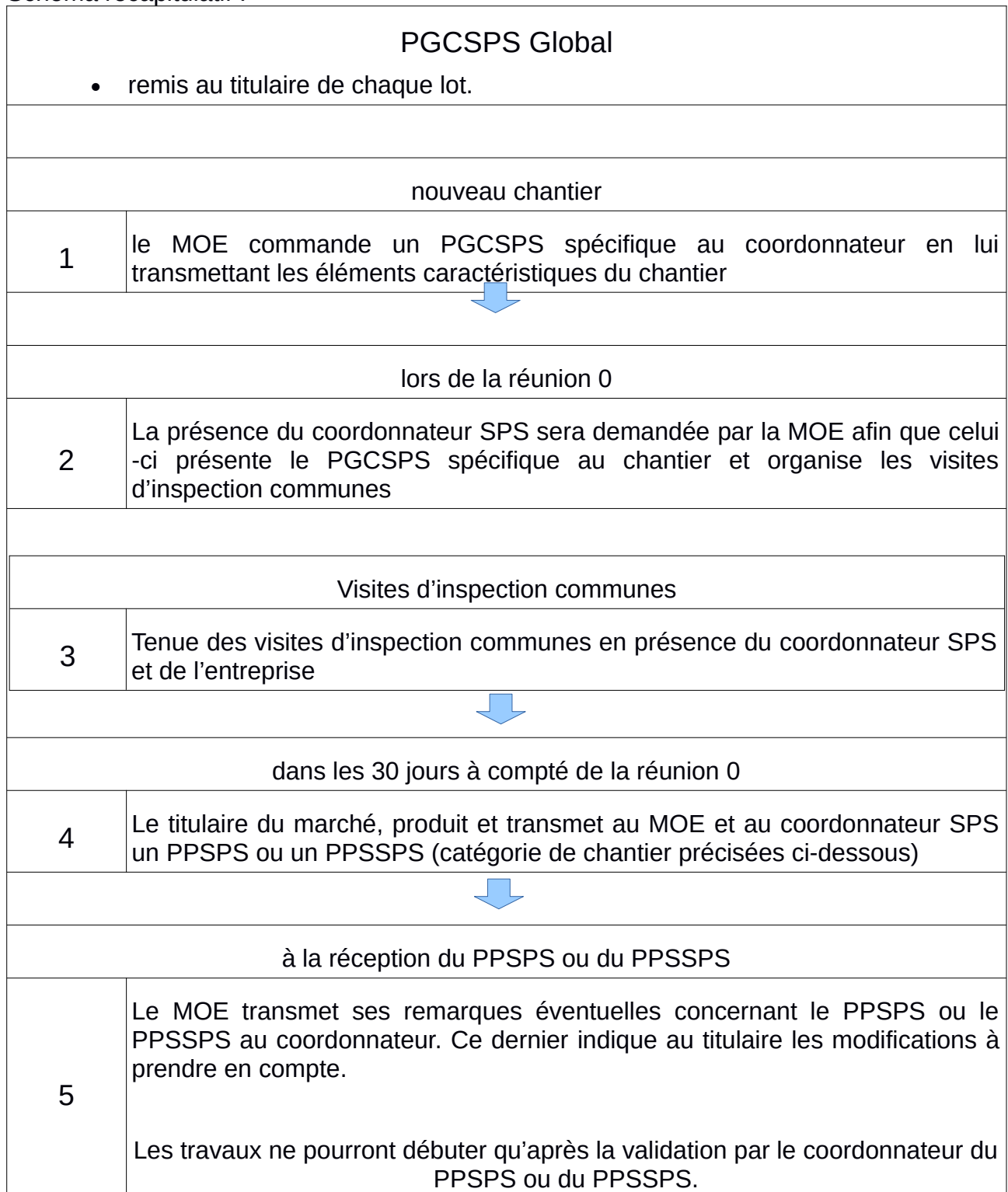
Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux seront précisées, le cas échéant, à l'occasion de chaque commande.

Le titulaire doit établir et présenter au visa du maître d'œuvre, le PRE, dans le délai de sept (7) jours à compter de la notification du bon de commande.

Chaque PRE doit être transmis pour examen au laboratoire du contrôle extérieur du maître d'œuvre et recevoir l'aval de la maîtrise d'œuvre **sept (7) jours calendaires** avant la date de démarrage du délai d'exécution du chantier concerné.

Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) seront précisées, le cas échéant, à l'occasion de chaque commande.

Schéma récapitulatif :



- Pour une opération de catégorie 1 ou 2, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai maximal de 30 jours à compter du début de la période de préparation ou de la date début de chantier mentionnée au bon de commande.
- Pour une opération de catégorie 3 présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu à l'article L.4532-8 du Code du Travail, les Plans Particuliers Simplifiés de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai maximal de 30 jours à compter du début de la période de préparation.
- Pour les opérations de type réparations localisées, où seules le titulaire et la DIR interviennent, un plan de prévention sera établi conjointement entre les deux intervenants.
- En tout état de cause le PPSPS devra être validé par le Coordinateur SPS avant le démarrage des travaux.

24.2) Études d'exécution des ouvrages

Les conditions d'établissement des études d'exécution des ouvrages seront, le cas échéant, précisées à l'occasion de chaque commande.

24.3) Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

24.4) Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 35 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

24.4.1) Installation des chantiers de l'entreprise

Par dérogation aux articles 9.1.1 et 31.1.2 du CCAG, l'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître de l'ouvrage :

- Les emplacements définis conjointement avec le maître d'œuvre sont mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux :
- La signalisation temporaire sur les routes à chaussées séparées sera assurée, de manière générale, entièrement par le Centre d'entretien et d'intervention (CEI) concerné ou par une entreprise mandatée par la maîtrise d'œuvre, pour permettre au titulaire d'assurer l'exécution des travaux.
- L'installation d'un laboratoire de chantier équipé des appareils nécessaires aux essais sur place prévus au CCTP est réalisé, au besoin, par le titulaire :

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

24.4.2) Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

24.4.3) Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Le titulaire du marché devra produire un PPSPS

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l'exécution de ses travaux spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au MOA.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 23.1 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des travaux, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions des dispositions du Code du travail art. L 4531-1 à L 4532-18 les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

24.4.4) Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle de l'exploitant du lieu d'exécution des travaux. Les consignes de sécurité sont transmises au titulaire lors de la présentation du chantier. Elles sont rappelées lors de la réunion annuelle de présentation et doivent être intégrées au PGCSPS.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie ;

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Par dérogation à l'article 31.6 du CCAG, les dispositifs de signalisation mis à disposition du titulaire sont :

Signalisation des chantiers sur routes à chaussées séparées :

La signalisation des chantiers sur les routes à chaussées séparées est prise en charge par le représentant du maître de l'ouvrage ou du maître d'œuvre qui assure la fourniture, la mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux et dispositifs nécessaires.

Signalisation des chantiers sur routes bidirectionnelles :

La signalisation pourra être assurée par le titulaire qui sera informé lors de la réunion préparatoire (réunion 0) et devra respecter les clauses suivantes :

- La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle du service ci-après :

L'exploitant du lieu d'exécution des travaux

- Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et au volume 1 du manuel du chef de chantier « Signalisation temporaire sur routes bidirectionnelles » (édition 2000) ;
- Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine ;
- La signalisation au droit des travaux est réalisée par le MOA;
- La signalisation aux extrémités des sections où la circulation est interrompue est réalisée par le MOA;
- Le maître d'œuvre prévient le titulaire au moins 8 jours à l'avance de la date de mise en service de chaque itinéraire dévié, délai accordé à l'entreprise pour la mise en place de la signalisation qui lui incombe ;
- La signalisation des tronçons mis en sens unique alterné est réalisée par feux tricolores qui, à la demande du District pourront être autoadaptatifs, ou par pilotage manuel à l'aide de piquets K10, l'entreprise peut mettre en œuvre des dispositions particulières (homme trafic, voiture pilote) sous réserves de l'accord du Maître d'Oeuvre ; ces dispositions sont réputées incluses dans les prix du marché ;
- Dans son PAQ, le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnels, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser ;
- Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit ;
- Pour chaque chantier et pour chacun des éléments de signalisation, le titulaire est tenu d'avoir en permanence en réserve un double de l'ensemble du dispositif de signalisation mis en place sur le chantier (panneaux, feux...) ;
- Le titulaire est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avant l'achèvement des travaux, les dépenses correspondantes ne sont remboursées au titulaire que si l'abandon n'est pas prévu dans le programme d'exécution des travaux et est la conséquence d'une décision du maître d'œuvre ou

résulte du cas de force majeure.

Sur tous les chantiers, que le titulaire ait ou non la charge de la signalisation :

- Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant ;
- Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes ;
- Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8^{ème} partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992 ;
- En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

24.4.5) Activité du chantier la nuit

Les sections traitées n'étant pas toujours éclairées la nuit, le titulaire ne pourra pas prétendre à une indemnité relative à cet état de fait.

Les travaux sont autorisés durant la nuit quel que soit le type de chaussée (séparée ou bidirectionnelle), dans les zones séparées des flux de circulation par le terre-plein central ou par un barrage renforcé localisé (cas d'une chaussée libérée en section courante par basculement de la circulation sur l'autre chaussée ou alternée sur bidirectionnelle ou d'une bretelle fermée à la circulation).

Les dispositifs, moyens et matériels utilisés pour les travaux de nuit et mentionnés au PAQ devront être en cohérence avec le PGCSPPS.

Les projecteurs éventuellement utilisés par le titulaire pour l'éclairage du chantier seront orientés afin de ne pas éblouir les usagers des voies publiques à proximité.

Les groupes autonomes de production d'énergie devront être insonorisés. Les travaux bruyants tels que démolition, piochages, rabotages sont soumis à autorisation expresse du maître d'œuvre pendant la nuit en zone urbaine.

Pour les jours ouvrés, hors jour(s) férié(s), la nuit commence à 22 heures et se termine à 7 heures du matin. Cette définition de la nuit ne vaut que pour l'application ou non dans le bon de commande des plus-values de nuit les jours ouvrés. Elle ne définit pas les heures de début et de fin de chantier, lesquelles seront, au besoin, précisées par la maîtrise d'œuvre sur le bon de commande. Lors de la réalisation de travaux de nuit sur chaussées à fort enjeu, la plage horaire de réalisation des travaux pourra être limitée au segment 23h00 - 5h00. Les contraintes horaires imposées étant clairement définies elles devront être intégrées aux prix proposés. En conséquence le titulaire ne pourra donc se prévaloir d'aucune compensation de quelque nature que se soit sous prétexte de pertes de rendement ou de durée de travail contrainte.

Pour les week-end et jours fériés, aucune distinction n'est faite entre les travaux réalisés de jour et ceux de nuit. L'application de la plus-value pour travaux de week-end et jours fériés ne donnent pas droit, pour une même prestation, à l'application simultanée de la plus-value pour travaux de nuit les jours ouvrés. Les heures de début et de fin de chantier seront, au besoin, précisées par la maîtrise d'œuvre sur le bon de commande.

24.4.6) Circulation des engins et véhicules de chantier

Le titulaire désireux d'emprunter le réseau rural ou (et) les chemins d'exploitation est tenu de demander une autorisation auprès des associations foncières ou municipalités concernées qui lui prescriront les modalités selon lesquelles l'utilisation de ce réseau se fera.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire sera seul responsable des dégradations causées aux voies publiques. En conséquence, il supportera seul la charge des contributions ou réparations. Ces dispositions sont également applicables aux chemins ruraux.

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières visées à l'article 34 du CCAG, qui sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour la circulation d'engins exceptionnels nécessités par les travaux, sont les suivants :

- les véhicules et engins du titulaire ne sont pas autorisés à couper les flots de circulation normale ; le tourne à gauche sur les passages de service, à travers le terre-plein central, sont interdits. Le passage d'une chaussée à l'autre s'effectuera obligatoirement par l'intermédiaire des échangeurs ;
- la circulation publique est prioritaire sur la circulation de chantier ;
- toute manœuvre de véhicules ou d'engins hors zone de chantier réglementairement balisée est interdite. En aucun cas, les engins de chantier et véhicules du titulaire ne devront circuler dans le sens inverse de la circulation normale (sur une section neutralisée ou sur une section ouverte à la circulation) ;
- toutes mesures utiles seront prises pour éviter l'apport de matériaux (gravillons, bitume, etc...) et de boues sur les voies permettant de pénétrer sur les emprises, ainsi que sur les chaussées des voies traitées. Si malgré ces précautions, des traces de terre, de bitume ou de débris de végétaux subsistaient sur les chaussées, les bretelles et chemins d'accès aux emprises, le titulaire sera tenu de nettoyer immédiatement et soigneusement toutes les surfaces souillées à ses frais. De plus, si nécessaire, le marquage sera remis en état aux frais du titulaire, sous le contrôle du maître d'œuvre.

24.4.7) Stationnement des engins et des véhicules de chantier

Le titulaire est autorisé, sous son entière responsabilité, à laisser stationner, sans surveillance et sans signalisation, ses engins dans les emprises des voies traitées sous réserve que l'emplacement choisi soit inaccessible pour un véhicule sortant accidentellement d'une chaussée (sommet de talus, arrière d'un merlon, zone aval d'une culée d'ouvrage, etc...).

Tout stationnement ne respectant pas cette condition de sécurité est passible de la pénalité prévue au point « *Non-respect des règles d'hygiène et sécurité* » de l'article 20.9.1 du présent CCAP. En cas de stationnement dangereux, le maître d'œuvre fera évacuer l'engin aux frais du titulaire, si ce dernier n'a pu être prévenu ou s'il n'est pas en mesure de déplacer l'engin dans le délai d'une (1) heure. Le coût de l'intervention comprendrait, outre les prestations du dépanneur, les prestations de la signalisation éventuellement effectuées par le CEI et facturées suivant les tarifs du marché de signalisation en cours utilisé par le CEI.

24.4.8) Interruption de chantier

Le chantier pourra être maintenu les dimanches et jours fériés réglementaires et les jours de ponts; les délais d'exécution qui seront fixés dans les bons de commande sont exprimés en jours calendaires.

Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation basée sur la gêne que pourraient lui causer les entreprises appelées à exécuter d'autres travaux dans l'étendue et le voisinage de son chantier. Le titulaire devra organiser ses transports en conséquence sans pouvoir élever de réclamations.

En cas d'interruption de chantier due à une panne de centrale, la procédure décrite au PAQ est immédiatement appliquée et le titulaire dispose d'un délai de 24h pour procéder à la réparation de la centrale défaillante. Au-delà, le titulaire est tenu de reporter la fabrication sur une autre centrale et de prendre en charge l'intégralité des surcoûts éventuellement engendrés.

Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation sur un retard dans la mise en place de la signalisation de chantier par un CEI et imputable à une manifestation ou à un événement routier.

24.4.9) Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

24.4.10) Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

24.4.11) Emploi d'explosifs- engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

24.4.12) Dégradations causées aux voies publiques

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

24.4.13) Registre de chantier

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

25) Contrôles et réceptions des travaux

25.1) Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

25.1.1) Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les

fascicules intéressés du CCTG Travaux ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

25.1.2) Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG Travaux ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

25.2) Réception des ouvrages

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise ;

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

- Les opérations préalables à la réception auront lieu pour chaque commande, de même une date d'achèvement des travaux sera fixée pour chaque bon de commande;
- La décision de réception des travaux par l'acheteur se fera, pour chaque titulaire, de façon globale par période de l'accord-cadre (ferme ou reconduction), afin de permettre la réception des résultats des épreuves définies au CCTP.
- Elle listera l'ensemble des bons de commande émis au cours de la période, en indiquant pour chacun la date d'achèvement des travaux.
- Les documents afférents aux opérations préalables à la réception seront conservés dans le dossier du SREI-FC. La décision de réception globale des travaux est la seule pièce justificative pour tout acte.

Les sûretés seront libérées selon les trois dispositions suivantes cumulées :

- Au terme de chaque période du marché ;
- Au vu de la décision de réception des travaux, par l'acheteur, sans réserve ;
- Au terme du délai de garantie de parfait achèvement des travaux du dernier bon de commande de la période.

Si des réserves sont émises sur un chantier, et non levées, le délai de la garantie de parfait achèvement est prolongé comme prévu à l'article 44.2 du CCAG, pour l'ensemble des bons de commande de la période concernée, pour un même titulaire.

25.2.1) Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

25.3) Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

25.4) Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

25.5) Documents fournis après exécution

Les bons de commande pourront éventuellement préciser les documents à fournir après exécution, en complément de ceux exigés dans le CCTP, ainsi que les modalités particulières de leur remise.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers informatiques et l'autre en papier. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

25.6) Délai de garantie

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG qui fixe le délai de garantie de parfait achèvement, l'ensemble des enrobés bitumineux des couches de roulement prévus au marché sont garantis au minimum **cinq (5) ans**. Les couches d'assises sont garanties, quant à elle, au minimum **huit (8) ans**.

Le délai de garantie démarre à la date d'achèvement des travaux retenue dans la décision de réception.

25.7) Garanties particulières

Définition des garanties

Pour tout ce qui suit, il y a lieu de considérer les définitions suivantes :

On appelle ZONE DE TRAVAUX, un tronçon de chaussée de longueur égale à 200 ml et de largeur égale à la largeur de la chaussée revêtue.

- **Définition de L et de L' :**

L = une zone de travaux de 200 ml de longueur par la largeur de la chaussée revêtue ;

L' = l'inter-distance entre axes de deux zones de travaux non conformes.

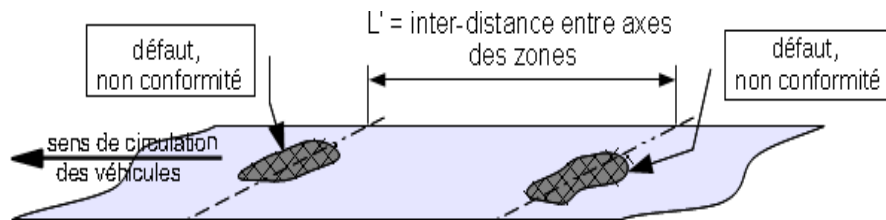
- **Barème d'application des valeurs de L' :**

Si $L' < 200$ ml : reprise d'une seule zone de travaux de 200 ml ;

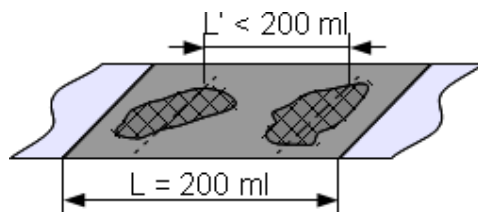
Si $200 < L' < 400$ ml : reprise de deux zones de travaux contiguës ;

Si $L' > 400$ ml : reprise de chaque zone de travaux isolée.

Schémas récapitulatifs :



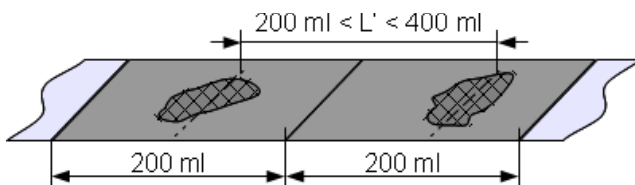
× Cas où L' est inférieure à 200 ml



Reprise d'une zone de travaux (200 ml)

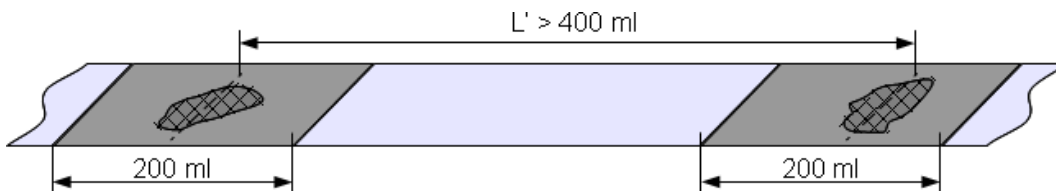
× Cas où L' est supérieure à

200 ml et inférieure à 400 ml



Reprise de deux zones de travaux contiguës (400 ml)

× Cas où L' est supérieure à 400 ml :



Reprise de deux zones de travaux isolées (400 ml)

Les garanties, hors agressions extérieures (accidents, déversement de produits chimiques ou pétroliers, circulation d'engin non autorisé, ...), portent sur les dégradations suivantes :

- nids de poule, départs en plaques,
- fissures,
- orniérage,

- pollution des enrobés, départs de matériaux très localisé.

Les suivis de la garantie sont réalisés par le laboratoire du contrôle extérieur sur demande du maître d'ouvrage.

25.7.1) Nids de poule – Départs en plaques

Objectifs fixés :

A tout moment pendant la période de garantie, aucune apparition de ces dégradations ne doit survenir.

Mesures compensatoires pour non obtention des objectifs fixés :

S = Surface de la zone de travaux

S_1 = Surface de nids de poule, de départs en plaques relevés sur cette zone. S_1 représente la surface totale de dégradation sur la planche.

- Si $S_1 \leq 1\%$ de S , alors reprises localisées aux frais de l'entreprise.
- Si $S_1 > 1\%$ de S , alors l'entreprise propose une solution de réparation à ses frais quelle que soit la nature des dégradations apparues.

25.7.2) Fissuration - Vieillissement

Objectifs fixés :

À tout moment de la période de garantie, le linéaire (L_1) de fissures relevées dès le premier niveau de gravité (cf méthode M38-2) ne doit pas excéder en cumulé 20 ml par zone de travaux.

Mesures compensatoires pour non obtention des objectifs fixés :

Pour chacune des zones de travaux

- Si $L_1 > 20$ ml alors pontage/colmatage de la totalité des fissures aux frais de l'entreprise.

25.7.3) Ornière

Objectifs fixés :

Les prescriptions particulières relatives aux différents types d'enrobés mis en œuvre sont listées ci-dessous :

- profondeur moyenne des ornières inférieures à 8 mm ;
- profondeur maximum des ornières inférieures à 10 mm.

Mesures compensatoires pour non obtention des objectifs fixés (hormis période caniculaire reconnue) :

Si l'une des prescriptions n'est pas respectée, l'entreprise reprendra à ses frais la zone de travaux ne donnant pas satisfaction en réalisant un nouvel enrobé.

25.7.4) Pollution des enrobés, départs de matériaux très localisé

Objectifs fixés :

À tout moment pendant la période de garantie, aucune apparition dans l'enrobé d'éléments non indiqués dans la Fiche Technique Produit (exemples : bois, plastique, métal, gants, ...), et aucun départ de matériaux très localisés (de type boulettes d'enrobés et autres, ...) ne doivent survenir.

Mesures compensatoires pour non obtention des objectifs fixés :

En fonction de l'importance de la surface de chaussée impactée par le désordre, soit un traitement local sera demandé par la Maîtrise d'œuvre soit l'entreprise reprendra à ses frais la zone de travaux ne donnant pas satisfaction en réalisant un nouvel enrobé.

26) Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le MOA a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent accord-cadre une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable aux 3 lots qui composent le présent marché.

Pour l'exécution des prestations, chaque entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'objectif exprimé en heures d'insertion est indiqué à l'article 26.3 du CCAP.

Le MOA a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, le facilitateur de la clause sociale se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

Attention, les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera déclarée non-conforme au motif du non-respect du cahier des charges et sera classée irrégulière.

La coordination de la mise en œuvre de la démarche d'insertion est assurée par Mme Karine REGNAULT de la Fabrique Emploi et Territoires :

La Fabrique Emploi et Territoires	Mme Karine REGNAULT – Coordinatrice régionale Grand-Est Fabrique Emploi et Territoires 5 allée de la Louée
--	--

	58 000 NEVERS Port : 06 48 69 42 17 email : k.regnault@lafabriqueemploi.fr
--	--

S'agissant de la clause environnementale

Les conditions d'exécution des bons de commande comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social. À ce titre elle constitue un critère pondéré pour le jugement des offres.

Le MOA, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application de l'article L 2112-2 du CCP. L'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, s'engage pour l'exécution de cet accord-cadre, à mettre en œuvre une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, en respectant le nombre d'heures défini dans l'Acte d'Engagement.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera irrecevable pour non-conformité au cahier des charges.

La Fabrique Emploi et Territoires se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

26.1) Engagement du titulaire

Pour l'exécution des prestations, chacun des titulaires devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Cela consiste, pour l'entreprise attributaire, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous.

26.2) Publics visés et volume horaire d'insertion à réaliser

Sont éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi :

1. Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- a. Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT
- b. Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de

travail temporaire d'insertion (ETTI) ;

- salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)

c. Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;

d. Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;

e. Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;

f. Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

2. Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

a. Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;

b. Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;

c. Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés, au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;

d. Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;

e. Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :

- sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois

- diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;

f. Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;

g. Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Contrat d'engagement jeune (CEJ) ;

h. Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi

i. Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire

j. Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières au cas par cas.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du Donneur d'ordre que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste.

26.3) Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

- Le volume horaire de travail précisé ci-dessous est obligatoirement réservé aux publics visés à l'article ci-dessus.

Lot	Désignation des lots	Nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser par tranche de 10 000€ HT
Tous les lots	Accord-cadre à bons de commande *	3 Heures/ tranche de 10 000€ HT facturés

*** La clause d'insertion ne sera mobilisée que lorsque le montant cumulé des bons de commande pour un même titulaire atteindra un montant de 100 000 euros HT, équivalant à 30 heures d'insertion.**

26.4) Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

- 1^{re} modalité : le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI).
- 2^e modalité : la mise à disposition de salariés. L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire, d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire.
- 3^e modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché

Dans le cas où l'entreprise attributaire procède à une embauche directe d'une personne visée par l'action d'insertion (CDI ou CDD par exemple), y compris après avoir eu recours pour cette personne à la première ou à la deuxième modalité citée ci-dessus, les heures travaillées au titre de la clause sociale d'insertion pourront être comptabilisées pour toute la durée restante du marché (période entre la date d'embauche et la fin du marché).

L'attributaire désignera un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur de la clause sociale pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise titulaire et pour en assurer le suivi en liaison avec le facilitateur de la clause sociale.

26.5) Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Dans le cadre de ses missions d'accompagnement et de remise à l'emploi des publics en difficulté, la Fabrique Emploi et Territoires intervient en tant que maître d'œuvre de la clause d'exécution d'ordre social. Elle intervient en appui technique et jouera le rôle d'interface entre les publics, les intermédiaires de l'emploi, les entreprises et le maître d'ouvrage. Pendant le marché, son action consiste à :

- informer les entreprises soumissionnaires des dispositifs d'insertion ;
- proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés ;
- réaliser, si nécessaire, à partir de la connaissance de la date prévisionnelle de démarrage des travaux, des actions de formation professionnalisante préalables à l'embauche, en lien avec les financeurs publics de la formation professionnelle ;
- fournir, à titre indicatif, la liste des opérateurs de l'insertion par l'activité économique concernés par les lots du marché ;
- mettre en œuvre les actions de suivi des publics sur postes de travail, en favorisant leur maintien dans l'entreprise et en veillant au respect de l'engagement d'insertion des entreprises ;
- accompagner l'entreprise attributaire (nature juridique des contrats de travail, modalités de recrutement, suivi social individuel, accompagnement collectif, visites et réunions de chantier, ...), en fonction des spécificités du chantier et en relation avec le maître d'œuvre ;
- suivre et évaluer l'exécution des clauses (suivi des activités, bilans pédagogiques, formations réalisées, besoins en emploi par lot et entreprise, mesures de sorties du dispositif, ...) ;

A la fin de l'accord-cadre, la mission la Fabrique Emploi et Territoires consistera à valoriser les expériences acquises lors des contrats au sein de l'entreprise titulaire comme tremplins vers l'insertion professionnelle durable, en entretenant une relation avec l'entreprise titulaire après le marché pour envisager d'autres partenariats et d'autres actions.

26.6) Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action et son évaluation.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 20.9.4 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le MOA, par courrier recommandé avec AR,

s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, la Fabrique Emploi et Territoires étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

L'exécution de la clause pourra faire l'objet d'un suivi en réunion de chantier.

À l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion, formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché, dans les conditions prévues au CCAP.

À l'achèvement du marché, le titulaire présente, avec son projet de décompte final, l'attestation du facilitateur de la clause sociale, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par le titulaire.

26.7) Maintien du dispositif d'insertion

Si pour diverses raisons (techniques ou budgétaires) indépendantes de la maîtrise d'ouvrage, les travaux venaient à être retardés ou lors de la suspension de l'exécution des prestations, l'entreprise titulaire s'engage à ne pas rompre, dans la mesure du possible, la démarche d'insertion en affectant les personnes concernées sur d'autres chantiers de son choix, propres au titulaire. Ce dernier devrait en informer la Fabrique Emploi et Territoires.

26.8) Sortie du dispositif d'insertion

En cas de départ volontaire, ou de licenciement, avant la fin du contrat de la personne recrutée au titre de l'insertion, le titulaire doit informer la Fabrique Emploi et Territoires des raisons ayant entraîné la rupture de ce contrat, et ce dans un délai de huit (8) jours. L'embauche d'une nouvelle personne doit intervenir dans le mois qui suit la rupture du contrat.

À l'issue de la période d'accueil des salariés en insertion dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à établir un bilan qualitatif et quantitatif de l'opération. Il apportera son avis sur les possibilités d'évolution professionnelle des personnes concernées.

En fonction de ses possibilités, le titulaire peut envisager de recruter une ou plusieurs de ces personnes, ou les orienter vers un employeur potentiel.

Pénalités pour inobservation de la clause d'insertion sociale et de promotion de l'emploi (cf. art. 20.9.4 de ce présent CCAP).

27) Cession

En cas de cession de l'accord-cadre, il sera fait application des dispositions de l'article L 2191-8 du CCP.

28) Différends

En cas de litiges ou différends, il sera fait application des dispositions de l'article L 2197-1, L 2197-3 et L 2197-4 du CCP.

29) Résiliation

L'acheteur se réserve le droit de résilier à sa convenance, tout ou partie de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par l'acheteur des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du MOA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier tout ou partie du marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

Dans le cas où le MOA résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5,00%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi

que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique via PLACE.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux (2) mois et en application de l'article L8222-6 du Code du Travail le MOA se réserve la possibilité de résilier tout ou partie de l'accord-cadre en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 du Code du Travail sur le travail dissimulé.

30) Dispositions contractuelles régissant l'émission des bons de commande

30.1) Représentant de l'acheteur

Pour l'exécution des bons de commande, l'acheteur est représenté, sous réserve de changement ultérieur qui ne nécessitera pas la passation d'un avenant, par :

Monsieur le responsable du SREI-FC, ou son adjoint, ou toute personne habilitée selon les délégations en vigueur pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6) ;
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre. (CCAG art. 12.2.2) ;
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1) ;
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3) ;
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre (CCAG art. 41.1.2) ;
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2) ;
- La signature du bon de commande.

31) Dispositions relatives aux bons de commandes

31.1) Notification des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés aux titulaires de l'accord-cadre par le MOA ou son représentant habilité à cet effet.

Le point de départ des délais de préparation et d'exécution des bons de commande court à compter de la date de réception du bon de commande, par le titulaire.

31.2) Contenu du bon de commande

Le bon de commande et/ou son annexe, servant à déterminer la nature des prestations à réaliser ainsi que leurs quantités respectives, précisera au minimum :

- La référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro chorus (EJ) du marché du lot considéré : 130 xxx xx xx;
- Le numéro d'EJ du bon de commande : 140 xxx xx xx ;
- La désignation et la nature des travaux;
- Les quantités ;
- Le lieu d'exécution des travaux (département, route, sens de circulation, PR de localisation...) ;
- Les dates, et au besoin les heures, de démarrage et de fin des délais d'exécution (global et partiel) des travaux ainsi que de l'éventuelle période de préparation ;
- Le nom de l'organisme assurant la prestation de contrôle extérieur (pour adressage, avec accord du maître d'œuvre, d'une copie des PAQ) ;
- Le CEI référent (dont le responsable est habilité à signer les constats) ;
- Les spécificités du profil en long et de l'axe en plan (si nécessité) ;
- Les valeurs de Profondeur Moyenne de Texture (PMT) à atteindre ;
- La station météorologique de référence ;
- Le nom du coordonnateur SPS ;
- L'obligation de réaliser la réception du support après fraisage (point d'arrêt ou point critique) ;
- Elle pourra éventuellement préciser les documents à fournir après exécution, en complément de ceux exigés dans le CCTP, ainsi que les modalités particulières de leur remise.

Dans le cas où la durée de la période de préparation fixée dans cette annexe, n'est pas de deux mois, il est dérogé à l'article 28.1 du CCAG.

32) Dérogations aux documents généraux

Les dérogations au CCAG explicitées dans les articles désignés ci-après du présent CCAP, de l'AE, du CCTP et du RC sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Liste		
CCAP 3.2.1	déroge aux articles	20.1.4 et 20.2 du CCAG
CCAP 5	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 11.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG

Liste		
CCAP 13	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 15	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 20.1	déroge aux articles	19.2, 19.2.1 et 19.2.2 et 19.2.3 du CCAG
CCAP 21.2	déroge à l'article	12.2 du CCAG
CCAP 24.1	déroge à l'article	28.1 du CCAG
CCAP 24.4.1	déroge aux articles	9.1.1 et 31.1.2 du CCAG
CCAP 24.4.4	déroge à l'article	31.6 du CCAG
CCAP 24.4.6	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 25.1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 25.1.2	déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 25.2	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 25.5	déroge à l'article	40 du CCAG
CCAP 25.6	déroge à l'article	44.1 du CCAG
CCAP 29	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG
RC 3.3	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG